Proiétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

JEUDI 8 AVRIL
1 F 50 N° 156
Belgique : 15 F
Commission paritaire n° 56 942

Bourgogne Electronique
QUESTIONS SUR UNE LUTTE
Interview de R. Vieillard, responsable CFDT
voir p. 10

LIP

«Il n'y a aucune raison de cesser la production» a déclaré hier Sarcueil, PDG de Lip ! Dans le même temps, les banques créditrices de l'entreprise déclaraient avoir reçu ordre de payer ses créanciers. Lip ne serait pas en cessation de paiement ? C'est pourtant ce que répétaient tous ces messieurs quelques jours avant, justifiant ainsi les décisions de licenciement. Un coup de théâtre pour le moins curieux. La mobilisation des Lip n'y est peut être pas étrangère, car cessation de paiement ou pas, ce qui à l'ordre du jour à Palente, c'est la lutte !

Après l'annonce «granguignolesque» de la venue de Millet, commentée en assemblée générale, les «Lip» étaient retournés dans leurs ateliers. L'après-midi, quelques «lip» étaient partis au restaurant de l'entreprise pour discuter sur l'action, l'orientation suivie jusqu'à présent. Ils se sont ainsi vite retrouvés à une cinquantaine avec trois délégués de la CFDT dont Raguenès (venant, eux, comme convenu en assemblée générale, le matin, participer aux discussions de groupes). La réflexion portait pas mal sur les cadres. Il reste en effet du conflit de 73, quelque chose contre les cadres ; d'autant plus que maintenant, ceux-ci se réfugient derrière les décisions de l'inter-syndicale pour faire travailler... Et le débat était vif sur «travailler ou pas et pourquoi ?»

suite p. 4

Une avalanche emporte 2 soldats : 2 morts, 2 blessés, 2 disparus.

Un groupe de 23 soldats, du 6e bataillon de chasseurs alpins a été pris sous une avalanche dans le massif du Taillefer, au sud-est de Grenoble. 2 appelés sont morts, 2 sont blessés, 2 sont portés disparus.

Quand le conseil des ministres s'occupe de la «Sécurité des Français»...

LA FRANCE SOUS CONTROLE POLICIER

Le Conseil des ministres a entériné, hier, les mesures sur la *«sécurité des Français»* qu'il avait bruyamment annoncées il y a un peu plus d'un mois. Le Conseil d'État avait, rappelons-le, approuvé ces dispositions, malgré les réserves exprimées par son rapporteur qui n'a pourtant rien d'un révolutionnaire. Giscard, la veille, avait apporté sa pierre à la campagne pour *«la sécurité»* : visitant le PC de la garde républicaine à Paris, il avait déclaré : *«Je sais que les Français sont attachés à leur propre sécurité. Ils doivent réaliser que ceux qui assurent cette sécurité ont droit à la considération».*

Ces nouvelles lois (dont nous examinons le détail en pages intérieures) sont, nous dit-on, destinées à protéger les Français.

Mais, sous des dehors de bienveillance, les projets de lois présentés -qui seront votés au parlement- cachent leur signification essentielle : ils viennent renforcer la panoplie répressive de l'Etat bourgeois, et supprimer les garanties légales qui existaient encore.

Ces mesures visent en fait, sans le dire, la classe ouvrière, les révolutionnaires, les syndicalistes actifs. Quoi de plus facile en effet, avec ces dispositions légalisées, de travestir en affaire criminelle ce qui est activité politique ? Cette pratique est courante aux USA et en Allemagne. Et l'on sait que Poniatowski a qualifié les occupations d'usines de *«nouvelle forme de délinquance».*

Après avoir habitué la population à la présence policière, aux vérifications inopinées, le gouvernement passe à un deuxième stade : il prend des mesures légales concrètes. Comme on est habitué aux faits, on pourrait trouver leur légalisation anodine. *«Le Figaro»*, journal patronal écrit : *«ce projet, s'il est adopté, ne fera que régulariser ce qui se fait couramment».* Bel aveu ! La bourgeoisie ne respecte sa loi que si elle lui sert, sinon, elle change. Et c'est précisément *«ce qui est fait couramment»* qui est inacceptable. Au même moment comme pour montrer à quel point la bourgeoisie s'occupe de la «sécurité des Français», Richard Desnayes, victime à 20 ans du tir tendu d'une grenade tirée par un CRS à bout portant, passait en procès contre la ville de Paris : le CRS, déjà amnistié était absent ! Mais Richard Deshayes a un œil en moins !

Aujourd'hui, la politique répressive contre les occupations, les manifestations se généralise et c'est cela la véritable sécurité des Français !

Plus que jamais, la lutte incessante, opiniâtre pour défendre les libertés contre ces nouveaux empiètements, est à l'ordre du jour. Il y va de l'échec du système répressif -dont le modèle est en Allemagne- qui se met en place progressivement.

Paul LEFORT

Une image de plus en plus fréquente, le quadrillage policier, la disposition de chevaux de frise...

(ici à Narbonne)

CHINE

• Teng Siao Ping démis de ses fonctions par le Comité Central.

• Houa Kouo Feng nommé Vice-Président du Comité Central et Premier Ministre.

Teng Siao Ping a été démis de toutes ses fonctions de direction du Parti et de l'État par le Comité Central, sur proposition du président Mao Tsé Toung. Le camarade Hua Kouo Feng devient vice-président du Comité Central et premier ministre.

Cette mesure a été annoncée deux jours après que des incidents se sont produits sur la place Tien An Men, à Pékin. Au niveau dirigeant comme parmi les masses, ces deux évènements sont des manifestations de la lutte des classes qui se poursuit en Chine, sous le socialisme.

Depuis maintenant plusieurs semaines, une campagne est engagée en Chine contre le «vent déviationniste de droite» qui tente de remettre en cause les conclusions de la Révolution Culturelle commencée en 1966. Ce qui est en jeu, c'est les nouveaux pouvoirs que la classe ouvrière a acquis, non seulement dans les usines, mais dans l'ensemble des affaires du pays. C'est la rééducation permanente des cadres au contact des masses, dans la participation au travail manuel. C'est la construction d'une école ayant pour vocation, non de former des experts coupés du peuple, mais des ouvriers et des paysans conscients et révolutionnaires. C'est, d'une manière générale, tout le formidable pas en avant accompli par la Chine, non seulement pour elle-même, mais comme expérience utile à l'ensemble du mouvement ouvrier international.

Que ces conclusions aient pu être remises en cause par certains, voilà qui ne doit pas surprendre : c'est précisément un des acquis fondamentaux de la Révolution Culturelle d'avoir montré qu'en régime socialiste, la lutte des classes se poursuit ; que, pour une longue période, la question de savoir si un pays suivra la voie socialiste ou la voie capitaliste ne peut être tranchée que si cette lutte est correctement menée par la classe ouvrière et son parti.

Voir p7 les résolutions du Comité Central du Parti Communiste Chinois

SOMMAIRE

- **Richard DESHAYES demande justice -p.3**
- **Fourcade poursuit Ramel -p.6**
- **Le système des «suggestions» -p.9**
- **DJIBOUTI : quelle lutte mener -p.12**

ENQUETE

LA MEDECINE A LA CHAINE

-10-

NAITRE A LA CHAINE

L'inégalité de classe dès la naissance

820 000 naissances en France par an. Environ 80 000 enfants nés prématurés c'est-à-dire avant 8 mois et demi. Parmi eux, 15 000 meurent, 5 à 8 000 ont des séquelles de toutes sortes. L'essentiel des mères de prématurés fait partie de la classe ouvrière.

Isolées, désemparées, soignées à la chaine, sans un mot d'explication tel est le sort des femmes du peuple dans les maternités-usines.

Un certain nombre de révélations de scientifiques, d'actions de travailleurs hospitaliers ont mis ces faits en valeur. Leurs témoignages sont inquiétants.

10,7% d'enfants prématurés pour les femmes O.S. et manœuvres

INTERVIEW D'UNE INFIRMIÈRE DE LA MATERNITÉ DE L'HOPITAL DE BEAUVAIS

La maternité de l'hôpital de Beauvais compte 70 lits (gynécologie comprise). Sur ces lits, 4 sont consacrés aux clientes recommandées, «privées».

QdP : comment les femmes sont-elles prises en charge ?

La cliente «privée», en règle générale une bourgeoise, a droit à être suivie par certaines sages-femmes. Elle est très surveillée, chouchoutée. Pour l'accouchement, c'est le Patron lui-même qui s'en charge : c'est à dire qu'il arrive au dernier moment, met ses gants, fait l'accouchement et repart aussitôt !

En semaine, le Patron ne visite que ses malades privés, les internes s'occupent des autres. Il n'y a que le lundi où il fait sa grande visite et passe à tous les lits. Si l'enfant pose des problèmes, on appelle très rapidement le pédiatre pour les clientes privées. Il y a un an et demi, un médecin allait même à hospitaliser des femmes en privé sans le leur dire ! Cela leur coûtait 500 à 600 francs, dont une partie non remboursée. Nous nous sommes toutes mobilisées, avons fait connaitre ce scandale, et sommes allées au directeur pour exiger l'information des femmes dès leur entrée, ce qui a stoppé net ces méthodes.

***QdP :* Comment le personnel de la maternité mène-t-il la lutte ?**

- Le patron, particulièrement réactionnaire, voulait réserver les chambres les plus confortables à ses malades privées. Il nous demande des attentions particulières pour elles. Nous, nous n'avons rien voulu savoir ! On a mis ses clientes dans n'importe quelles chambres ! Il a fait coller un rond rouge sur la porte de ses malades pour les reconnaître : nous, pour le tourner en dérision on a collé un rond blanc sur la porte du box des infirmières !

Devant notre résistance, il a essayé de parler politique : *« en système capitaliste, il est normal que les capitalistes soient privilégiés ! »*. On n'a pas pour autant changé d'attitude ! On a distribué un tract pour les travailleurs des usines voisines. Le patron dit : *« le personnel est maître ! »* Le directeur, appelé à la rescousse, a, devant le rapport de force, tenté de tempérer le patron qui depuis en a pris son parti. Du reste les malades privées, on n'a pas de considération particulière pour elles : une fois, on a mis à faire le ménage une femme de toubib parce qu'il manquait du personnel ! On a même fait pousser le balai au directeur !

***QdP :* Comment se manifeste la médecine à la chaine ?**

- On travaille de plus en plus vite. On a tout juste le temps de désinfecter. Les tables, quand elles sont mal désinfectées favorisent la contamination des nouveaux-nés entre eux, surtout pour les infections cutanées ! C'est vraiment le travail à la chaine ! Tous les matins, l'aide-soignante fait 30 soins à la suite, tous les soirs 30 aussi ; avec une infirmière pour deux étages, c'est piqûre sur piqûre, on a un surcroit de travail. Cela détériore le climat entre hospitaliers et hospitalisées ! Il est impossible dans ces conditions d'avoir un rôle éducatif quelconque auprès des mères qui viennent d'accoucher, alors que c'est absolument nécessaire !

Les sages-femmes travaillent aussi très vite. On utilise souvent des forceps pour dégager l'enfant, ce qui laisse des marques. On pratique de plus en plus d'épisiotomies (incision musculaire pour favoriser le dégagement), surtout que cela rapporte plus d'argent à l'hôpital !

Par contre, le samedi soir, ça traine souvent, d'autant que les internes n'osent pas déranger le patron, souvent, on laisse traîner et après, c'est les forceps !

***QdP :* Et les marchands de lait ?**

- Guigoz fournit le lait pendant 6 mois à la maternité, à raison d'une boîte d'échantillon par mère, en échange d'un film éducatif pour les cours d'accouchement sans douleur. De temps en temps, ils offrent un «arrosage» au champagne pour les médecins et les infirmières.

Les marques de lait soudoient les médecins : l'une d'elle a proposé une statuette de cire pour 50 boîtes de lait ! Nous on a dégagé les statuettes ! La puéricultrice a dit au représentant : *« au lieu de faire tant de réclame, baissez les prix des laits ! »*

Il y a à peu près dix marques de lait qui se disputent le marché. En effet, quand la mère a démarré avec un lait, elle continue en général avec le même. C'est donc très rentable pour ces escrocs ! Les représentants se bagarrent pour avoir leur «tour de lait» ! (chacun prend son mois à tour de rôle !). La marque S.M.A. a eu le culot de proposer le lait gratuit pendant un an pour toute la maternité ! Ce qui fait des économies à l'hôpital et pas aux mères de famille qui payeront ces cadeaux en achetant ensuite le lait majoré des frais publicitaires !

***QdP :* Est-ce que les risques de malformation et de prématurité sont les mêmes chez toutes les femmes ?**

- Non, incontestablement ! D'autant que les patrons se moquent de la santé des ouvrières ! J'ai vu une ouvrière qui travaillait près de Méru, dans l'humidité et souvent agenouillée, alors qu'elle était enceinte de 7 mois et demi, ce qui est très dangereux ! Elle avait demandé un poste moins dur au patron qui le lui a refusé. Résultat : elle a mis au monde un prématuré !

Les travailleuses, mères de plusieurs enfants sont également défavorisées : elles ne restent souvent que deux jours allongées après l'accouchement, car elles n'ont personne pour s'occuper des autres gosses !

Les femmes de ménage, les serveuses des restaurant, les ouvrières de petites boîtes, les élèves-infirmières sont souvent dans l'impossibilité de prendre leur congé maternité.

Les ouvrières sont désarmées devant la médecine, son vocabulaire, son attitude. Elles viennent très peu aux cours d'accouchement sans douleur. Ce sont surtout les employées, les institutrices qui viennent.

Quand une ouvrière a un prématuré, on ne lui explique pas grand chose, on lui demande seulement si elle ne fumait pas trop ! On lui parle de fatalité. L'attitude des médecins est parfois incroyable ! Une mère est venue nous demander quand son enfant serait opéré. Devant notre surprise, elle nous a dit que le pédiatre lui avait simplement dit que son gosse *«était cassé»* (c'est à dire anormal) sans rien lui expliquer d'autre !

Pour la contraception, c'est pareil. La ligature des trompes est au bon vouloir du médecin. Il y en a même un qui a refusé de la faire sur une mère de 19 enfants résultat elle en a eu un 20e !

La patronne d'une mère a même voulu lui faire retirer son enfant en douce pour que son employée continue à la servir comme avant. On lui a rendu nous-mêmes son enfant !

***QdP :* Comment cela pourrait-il changer ? Dans une société socialiste ?**

- Il faudrait que tout le personnel participe consciemment. Tout le monde doit être formé aux différentes techniques, y compris la réanimation pour sauver le plus de vies possible . Avant l'accouchement, il faudrait une préparation dès l'usine. Les hospitaliers pourraient éduquer les ouvrières à tous ces problèmes et s'éduquer à leur contact. D'ores et déjà, il faudrait commencer à organiser des cours avec les sections syndicales d'usines.

Pour les risques de prématurité, il faudra mettre en «poste doux» dès le sixième mois les ouvrières. Pendant le congé maternité, il faudrait que l'ouvrière puisse aller de temps en temps à l'usine, pour ne pas être complètement coupée des autres ! Il faudrait aussi que les multipares (mères de plusieurs enfants) montrent aux nouvelles comment préparer les biberons, langer les bébés, etc.

«J'ÉTAIS VRAIMENT SEULE», TÉMOIGNAGE D'UNE MÈRE SUR SON ACCOUCHEMENT

Je me souviens qu'on m'a fait attendre des heures et des heures en salle de travail. J'étais seule. Quand l'accouchement a commencé à se déclencher, j'avais mal, de plus en plus, j'appelais la sage-femme. Mais comme elle s'occupait de plusieurs femmes à la fois, elle passait comme un éclair. Le médecin est venu au dernier moment pour voir si tout allait bien... J'entendais crier les femmes dans les autres salles. Malgré le bonheur d'avoir un enfant, j'ai gardé le souvenir de toute cette angoisse.

PRÉMATURITÉ : LES FEMMES DU PEUPLE SONT LES PLUS TOUCHÉES

Les femmes du peuple sont les premières touchées par la prématurité. La femme qui prend le métro, matin et soir, pour aller travailler, a trois fois plus de chances d'avoir un enfant prématuré qu'une femme-cadre qui n'a pas à bouger. Les femmes de ménage ou les ménagères qui font souvent le geste de lever les bras pour laver les carreaux par exemple, fatiguent de trop leur cœur. Quand il faut courir toute la journée et s'occuper en plus des enfants, les risques de prématurité sont plus élevés. La politique criminelle des patrons qui consiste à maintenir à des postes de travail difficiles des ouvrières enceintes, multiplie les risques de prématurité. D'après la thèse du Dr Cesbron qui a étudié 544 cas de prématurité survenus de 66 à 70 à l'hôpital de Beauvais, 74 % des mères de prématurés ont un mari ouvrier, alors que seulement 5,5 % ont un mari cadre-moyen. Les travaux du Dr Papiernik donnent les résultats suivants :

- Professions libérales, direction technique et commerciale . . . 5,3 %
- Employées de bureau, ouvrières professionnelles . . . . . 7 %
- Ouvrières semi-spécialisées et manœuvres . . . . . 10,7 %

Pour l'INSEE, le taux de prématurité en fonction de l'activité du mari est le suivant : Ouvrier 6,5 % ; Ouvrier agricole 8,5 % ; Employé 4,5 % ; Cadre moyen 3,2 % ; Cadre supérieur 1,5 % ; Commerce 4,7 % ; Agriculteur 5,5 % ;

PLUS DE SURVEILLANCE, MOINS DE RISQUES :

Une étude faite sur les mille premiers accouchements de la Maternité Port Royal à Paris en 1969 montrait que le pourcentage de prématurés qui était «naturellement» de 17 (sans surveillance prénatale) tombait en fonction du nombre de visites de surveillance (7 à 9 visites : 3,5 % ; 10 ou plus : 2,5 %). Le professeur Minkowski a calculé que grâce à une visite mensuelle sérieuse, on éviterait 60 000 handicapés en 15 ans. En France, il n'y a que 4 visites obligatoires faites le plus souvent en 5 minutes par un médecin pressé.

POLITIQUE

Rendu aveugle par une grenade tirée par un CRS en 1971

LE PROCÈS S'EST TENU HIER

JUSTICE POUR RICHARD DESHAYES !

La sécurité des Français, c'est la préoccupation affichée par le gouvernement qui, hier encore, y consacrait le Conseil des ministes. Ce que valent ses paroles, on a pu en avoir une idée le même jour.

Hier, en effet, Richard Deshayes assignait la ville de Paris devant la première chambre civile du tribunal de Paris pour lui réclamer 3 millions de francs de dommages et intérêts. Le 9 février 1971, Richard manifestait à l'appel du Secours Rouge pour soutenir la grève de la faim des emprisonnés politiques de la Gauche Prolétarienne.

Marcellin qui avait fait interdire la manifestation, lâche les brigades d'intervention sur les manifestants. Le policier Le Floch tire à tir tendu, une grenade lacrymogène frappe de plein fouet Richard au visage. Richard a perdu l'œil droit et il n'a plus qu'un dizième de vision à l'œil gauche. Il porte sur son visage les marques irrémédiables de multiples fractures et déchirures.

DE L'AVANCEMENT POUR LE POLICIER QUI A TIRÉ

Une action judiciaire a été engagée contre le policier qui a tiré, coïncidence, cette affaire n'est venue devant les tribunaux qu'après le vote de la loi d'amnistie ! La seule sanction qui a été prise contre lui, c'est son avancement : il est monté en grade. Il ne reste plus à Richard Deshayes que la juridiction civile pour obtenir dédommagement du préjudice subi. C'est Henri Leclerc qui exposa au tribunal les motifs de cette légitime demande. Il y a des raisons économiques, Richard, qui était instituteur stagiaire, est maintenant sans travail, il a deux enfants.

Maitre Leclerc a réfuté les considérations de la Ville de Paris qui prétend que Richard savait pertinemment que la manifestation était interdite. Or la preuve n'en a pas été apportée, cette interdiction n'ayant pas été largement publiée. Il a clairement établi que la manifestation ne présentait pas un caractère violent, et que les tirs de grenades sont intervenus alors que les manifestants s'enfuyaient.

Surtout, il a souligné qu'il n'existe pas de recours pour les manifestants blessés par la police, à part l'article 114 du code de l'administration communale. Le maquis juridique est tel que beaucoup seraient tentés de renoncer. Il a fallu cinq ans pour qu'enfin le tribunal soit saisi.

L'avocat de la Ville de Paris n'a pas apporté le moindre commencement de preuve à ses affirmations sur le fait que Richard Deshayes connaissait l'interdiction de la manifestation, qu'elle était violente et qu'en conséquence il n'est pas fondé pour réclamer des dommages et intérêts. Il s'est contenté d'insinuations bredouillantes et a puisé dans la jurisprudence qui, dans des affaires de ce genre, a souvent débouté les manifestants.

CINQ ANS POUR QUELLE INDEMNISATION ?

Si le tribunal qui a mis en délibéré suit l'argumentation de la Ville de Paris, Richard Deshayes n'obtiendra donc aucune réparation, sinon symbolique. Ce ne serait pas la première fois qu'un manifestant gravement blessé ou les familles des manifestants assassinés (comme ce fut le cas à Charonne) n'obtiennent aucune indemnité.

Les flics matraquent, tirent des grenades à tir tendu, blessent et tuent ; la liste de leurs victimes est longue : ces six derniers mois, une jeune femme a le crâne fracturé par une grenade le 26 septembre, lors d'une manifestation contre le régime franquiste ; le 30 septembre à Fougères, une jeune manifestante reçoit une grenade au visage, il faudra lui enlever un œil. Puis c'est l'assassinat de Michel Boye à Épinal et d'Émile Poytes à Montredon.

Faudra-t-il qu'eux ou leur famille attendent cinq ans pour que l'affaire passe en justice ?

Serge LIVET

Conseil des Ministres

DES MESURES D'INSÉCURITÉ POUR LES FRANÇAIS

Tout d'abord, les pouvoirs des agents de police judiciaire seront augmentés ; ils pourront désormais fouiller tout véhicule (le refus de laisser visiter son auto est sanctionné par une amende de 150 à 600F) ; jusqu'à ce nouveau projet de loi, seuls les officiers de police avaient ce pouvoir.

La fouille des véhicules et la vérification d'identité sont désormais légalisées par le projet gouvernemental. Bien entendu, lors des «opérations coups de poing», ces actions sont systématiquement pratiquées. Elles l'étaient jusqu'alors en parfaite illégalité.

Le gouvernement présente ces mesures comme devant servir à «lutter contre les trafiquants de stupéfiants, d'armes et d'explosifs». Mais l'on sait que les arrestations de gros bandits sont inexistantes dans les opérations coups de poing. Par contre, les jeunes y sont fichés systématiquement, les militants inquiétés, les travailleurs immigrés agressés. Parfois même, les ouvriers en grève sont pourchassés, comme ça été le cas à Peugeot, dans le Nord. D'autre part, le texte du gouvernement permet de développer ces opérations en direction des grévistes, des syndicalistes, des révolutionnaires. Pendant que les gros bonnets de la drogue et du proxénétisme continueront d'avoir pignon sur rue.

Le projet de loi prévoit aussi l'aggravation des sanctions pour le port d'armes (toutes armes). La peine prévue est de 1 à 5 ans. Elle pourra être étendue jusqu'à 10 ans, si deux personnes ou plus sont trouvées porteuses d'armes. Ce texte n'empêchera pas, bien évidemment, les passe-droits honteux pour les membres du SAC et autres milices parallèles qui ont des permis de ports d'armes comme ils le veulent.

Enfin des dispositions plus draconniennes sont décidées pour la libération conditionnelle : il faudra au détenu condamné à perpétuité attendre 25 ans (et non plus 15) pour l'espérer. Les condamnés pour rapt d'enfants, ou à la suite d'une commutation de peine de mort, ne pourront plus en bénéficier. Les permissions pour les prisonniers, enfin, seront plus contrôlées. Il est clair que ces deux dernières mesures sont uniquement prises pour frapper l'opinion, faire croire à une action du gouvernement pour la protection des personnes, à la suite des dernières affaires d'enlèvement et de prises d'otages qu'il a montées en épingle.

Paul LEFORT

GISCARD-CHIRAC, UN TANDEM EN PERTE DE VITESSE

Encore un sondage. Cette fois, ce n'est pas le sondage mensuel Figaro-SOFRES, mais le France Soir-IFOP. La multiplication des sondages sur la cote du président et de son premier ministre révèle l'inquiétude de la classe dirigeante sur l'image de marque du gouvernement. Les opérations de sondage visent théoriquement à rassurer et à prouver que pour une majorité de Français le président est bien l'homme de la situation. Mais les derniers sondages prouvent le contraire. Depuis trois mois, la cote de Giscard et de Chirac sont en baisse, aussi bien pour la SOFRES que pour l'IFOP, est-ce la raison pour laquelle le gouvernement laisse entendre qu'il va demander la limitation des sondages.

	avril	février
Satisfaits de Giscard	49%	54%
Non satisfaits	40%	34%
Satisfaits de Chirac	40%	43%
Non satisfaits	45%	39%

GRAND NETTOYAGE DE PRINTEMPS POUR LE PS

Prenant un prétexte futile, la direction de la Fédération Léo Lagrange (entièrement contrôlée par le PS) vient d'entamer une procédure de mutation contre le directeur de la Maison des Jeunes des Aygalades à Marseille. Jacquy Coulomb

Dans la réalité, le premier reproche est surtout d'avoir participé à la création d'une section syndicale CFDT dans la Fédération Léo Lagrange, fief traditionnel de FO. D'autre part, on connaît à Marseille le rôle qu'a pu jouer la Maison des Jeunes comme centre d'expression politique dans le quartier : en particulier dans la lutte contre la prison d'Arenc, dans les mobilisations pour le soutien aux anti-franquistes espagnols, dans la lutte contre le chômage, dans le regroupement et l'expression des femmes sur le quartier.

Au moment où la bourgeoisie multiplie ses attaques contre les libertés démocratiques, le PS, lui, prête main forte en s'opposant de front à l'expression populaire sur le quartier en pourchassant ceux qui l'impulsent.

Dans le même temps, à l'IRFA (Institut de formation des adultes) autre organisme contrôlé par la Fédération Léo Lagrange, le conseil d'administration présidé par Végau, notable du PS, vient de licencier plusieurs syndicalistes CGT pour désaccord avec la ligne PS.

Un comité de soutien s'est créé sur le quartier et a déjà engagé une large mobilisation de masse.

Corres. Marseille

MOTION DES RI

Des fois qu'on croie que la majorité est désormais unie derrière Chirac, les Républicains Indépendants ont cru utile de publier une motion réaffirmant «leur personnalité et leur caractère propre» !

ROLAND AGRET TOUJOURS EN PRISON

Manifestation samedi, devant le Ministère de la justice.

C'est aujourd'hui le 25e jour de grève de la faim pour Roland Agret, à la prison des Baumettes, à Marseille. Dans l'état où il se trouve (Roland Agret a avalé volontairement des manches de fourchette), la poursuite de sa détention est une très grave menace pour sa vie.

Lecanuet, obligé par les protestations d'innocence d'Agret de faire mener une enquête qui stagne depuis l'été dernier, se refuse à le libérer. Juridiquement, il le pourrait : un article du code pénal permet d'interrompre la détention en cas de complément d'enquête. Seulement voilà : c'est peut-être bien plus qu'une classique affaire «d'erreur judiciaire» qui maintient Agret en prison. Condamné à 15 ans pour avoir «commandé» le meurtre d'un garagiste, ce qu'il a toujours nié, Agret pourrait bien être, selon les termes du truand Bendjelloul, le «pigeon» d'un règlement de compte interne au SAC marseillais, éléments qui expliquent peut-être la lenteur de l'enquête, le silence du Ministère de la Justice et de la presse.

Samedi après-midi, Mme Agret, qui envisage d'entamer elle-aussi une grève de la faim, le Comité D'Action des Prisonniers, le Mouvement d'Action Judiciaire et d'autres organisations appellent à manifester ce samedi 10 avril, à 15 H devant le Ministère de la Justice, place Vendôme.

DÉBAT DE POLITIQUE GÉNÉRALE

«Il n'y aura pas de débat de politique générale», c'est ce qu'a annoncé le gouvernement. Ainsi, les réformateurs, qui, bien que dans la majorité, avaient demandé ce débat en sont pour leur frais. Voilà que ça ne s'arrange pas pour la coordination de la majorité.

CORSE : POUDRE AUX YEUX ET RÉPRESSION

Rien n'a changé en Corse depuis Aléria ou presque, à part la répression qui s'est alourdie et la mobilisation populaire qui s'est renforcée.

Et voilà que Rossi, porte parole du gouvernement prétend que le conseil des ministres a pris de grandes mesures pour l'île. «Les grandes lignes du programme économique établi par le gouvernement sont d'ores et déjà réalisées ou en bonne voie». *Les habitants de l'île apprécieront cette démagogie à sa juste valeur.*

A part le recul sur la «continuité territoriale» *qui a fait que les tarifs des transports entre l'île et le continent ont été réduits, l'essentiel des problèmes reste. Le chômage d'abord, pour lequel le gouvernement prétend avoir obtenu* «des résultats significatifs».

En réalité, la communication du conseil des ministres montre bien ce que le gouvernement veut faire de l'île: une réserve touristique; il parle de «mise en valeur des sites et de la sauvegarde de la beauté naturelle de l'île», *mais il ne parle pas de libérer les militants emprisonnés, ni de répondre aux aspirations des masses de l'île.*

LUTTES OUVRIERES

lip NOUVELLES MANOEUVRES DE SARGUEIL

Certains donnaient raison au mot d'ordre de continuer le travail. Leurs arguments, c'est que : *«travailler, c'est déjouer les provocations : le conseil d'administration attendait juste qu'on se mette en grève et qu'on occupe pour déposer le bilan»*. Il y avait aussi l'idée selon laquelle : *«il faut prouver à l'opinion publique que ce ne sont pas les «Lip» qui coulent la boite»*. Ce point de vue s'appuyait notamment sur la critique de la télé et des journaux qui présentaient une femme qui tricotait. Certains en déduisaient que ça desservait la lutte : *«On ne peut pas à la fois dire que le travail continue et présenter des tricoteuses»*.

Mais qui a donc intérêt à se qu'on dise que Lip travaille normalement ? Quelles preuves les «Lip» ont-ils à fournir : de leurs capacités ? De leur bonne volonté ?

Les «Lip» n'ont rien à prouver aux travailleurs si ce n'est qu'on peut toujours compter sur eux pour contrer la bourgeoisie.

Pourquoi laisse-t-on les cadres se réclamant de l'inter-syndicale, passer dans les ateliers, houspiller et faire travailler ? Car ce sont eux qui poussent à la roue, entretiennent les illusions : *«Il y a du bon ! Regardez ! Millet est obligé de revenir ; la bourgeoisie est embêtée !»* Ce point de vue-là même s'il est repris par certains ouvriers, n'est-il pas le reflet trait pour trait du point de vue de classe de ces cadres ? Comment se fait-il donc que l'on écoute tant ce son de cloches dans la section CFDT aujourd'hui ? C'est là l'interrogation de nombreux ouvriers et ouvrières qui s'inquiètent du temps qu'on passe à parler «technologie» plutôt que lutte !

Autant c'est juste de penser à toute l'horlogerie, à ceux du Haut-Doubs, aux autres travailleurs menacés dans leur emploi, autant ça ne peut pas aller ainsi sans initiative ouvrière à Lip. Pourquoi cette gêne devant les signes de «non-travail» chez Lip, en fait si ce n'est qu'il n'y a pas eu de franc mot d'ordre de lutte ? Sans passer à une prise en charge sans équivoque de l'usine entière par les travailleurs, où ira-t-on ? ***«Travailler pour les Suisses, pour Millet, pour le roi de Prusse, c'est du pareil au même : c'est autant qui n'est pas consacré à s'unifier, à trouver des initiatives de défense de Lip. Et*** surtout : ***«Si on joue le jeu, les patrons, les journaux... diront : «malgré les efforts des «Lip», la boite ne va décidément pas bien», et ça justifiera un nouveau coup de Trafalgar contre Lip»***.

Si c'est pour *«prouver leur bon droit face à l'opinion publique»* que les «Lip» travaillent, alors, c'est faire fausse route !

Lip : l'heure du débat...

Les travailleurs de la RATP, les roulants de la SNCF... ont fait la triste expérience plusieurs fois des pressions faites au nom de «l'opinion publique» en général, pour brader leurs luttes ! C'est une logique chère au PCF et qui a fait ses preuves contre les travailleurs.

La vrai question ? C'est l'unité populaire à construire autour de Lip, en déclarant depuis Palente la guerre au chômage et à la crise du système capitaliste qui le sécrète. S'adresser aux horlogers-bijoutiers, les rassurer, ou bien mobiliser les camarades des usines en lutte, prendre place aux côtés des «Réo» en première ligne pour l'emploi, en se déclarant ouvertement en lutte : c'est ce choix qui demeure pour tous les «Lip» comme pour la section CFDT.

Stéphane RAYNAL

COMMUNIQUÉ DE L'INTERSYNDICALE LIP

«Au nom des travailleurs de Lip, et en temps que représentant de la commission presse créée et désigné par l'assemblée générale» ce texte a été présenté par un délégué CFDT de Lip :

Aujourd'hui, 7 avril, nous apprenons avec stupeur le retour de Monsieur Millet, directeur général, et de monsieur Lalechère, directeur financier. Après avoir abandonné l'entreprise et laissé croire le dépôt de bilan imminent, et donné l'ordre aux représentants de cesser les ventes, ces messieurs reviennent en disant : *«Nous n'avons jamais dit que nous étions en cessation de paiements et que nous allions vers un dépôt de bilan. Tout cela est du grand guignol, inadmissible !»*.

On se moque des travailleurs, des sous-traitants et des horlogers-bijoutiers. En fait, et nous posons la question, quel jeu joue le conseil d'administration de Lip ? Cela est maintenant plus qu'une certitude : on a voulu la mort de Lip !

Dans la précipitation à tuer l'entreprise, toutes les méthodes ont été employées. Les travailleurs de Lip ne sont pas dupes !

Cette sinistre machination doit cesser et le gouvernement prendre ses responsabilités dans le domaine horloger français.

JOURNÉE D'ACTION RHÔNE-POULENC

Journée nationale d'action dans le trust Rhône Poulenc. Deux points de rassemblement sont prévus à Paris pour les usines de la région parisienne et à Lyon pour celles de la région Rhône-Alpes. Avec des ouvriers du Péage de Roussillon menacés de fermeture (plus de 500 licenciements) nous ne serons représentés à Lyon que par une délégation, en effet, ils ont prévu de manifester le même jour à Grenoble dans le cadre d'un rassemblement départemental sur l'emploi.

Les organisations syndicales *«les manifestations d'aujourd'hui ont pour but de regrouper et de faire s'exprimer le mécontentement qui grandit dans tous les établissements Rhône-Poulenc et de le faire connaître à la population»*.

Les manifestants s'opposeront donc une nouvelle fois aux 4 000 licenciements prévus par le trust Rhône-Poulenc SA. Mais l'autre aspect de la situation est que depuis six mois il y n'y a jamais eu autant de cahiers de revendications déposés dans toutes les unités du trust et partout des mouvements sectoriels d'atelier sont en cours sous forme de débrayages, de grèves de 24 H, etc.

Lundi dernier, à Rhône-Poulenc Chimie fine (St Fons), cinquante et un travailleurs dans cinq ateliers étaient lock-outés par la direction à la suite d'une grève de l'entretien. Lundi matin, un meeting de riposte était organisé avec des travailleurs des différentes usines Rhône-Poulenc de St Fons. Le lock-out a été levé mardi, le personnel de l'entretien ayant opté pour «d'autres formes d'action» après avoir obtenu une prime de reprise de 300 F (ils demandaient 200 F pour tous) et un aménagement des classifications. Les heures de grève et de lock-out seront payées.

A Rhodia Belle-Étoile, la grève de la traction continue, la direction n'ayant toujours rien cédé (bien qu'elle perde des sommes considérables) en affretant des camions. Mardi, des contradictions ont éclaté entre les grévistes et les représentants de la CGT : les ouvriers de la traction veulent distribuer un tract popularisant leur grève dans la manifestation du jeudi, les dirigeants CGT y sont hostiles, pour eux, ce n'est pas le moment, la production est ralentie *«faire grève maintenant, c'est courir à la catastrophe»* et ils ajoutent ce qu'il faut c'est un mouvement de grande ampleur. Mais alors, quel mouvement veulent-ils ? Si on n'y parle pas des grèves en cours...

en bref... en bref... en bref...

Mardi dernier, à 10 heures, des travailleurs d'Ex Piron ont occupé le bureau du directeur de la SODEM (Ex Piron), ne repartant qu'à l'intervention d'inspecteurs de la police. Pourquoi ? Ils le disent eux-mêmes : «Notre but est le harcèlement pour obtenir notre embauche à la SODEM. Notre but est de remettre en cause les promesses d'embauche faites il y a un mois devant l'inspecteur du travail. (La direction a rompu l'accord de priorité d'embauche aux Ex-Piron). La parole est donc à l'action à nouveau. Le chômage est terminé depuis le 10 mars. Nous sommes encore 17 travailleurs de l'usine à être sans travail.

Face à l'occupation de son bureau, le directeur de l'usine qu'il lui fallait «mettre à l'abri le personne»

RECTIFICATIF

Une erreur s'est glissée dans notre éditorial d'hier. Dans la 2e colonne, il fallait lire : *Et ils sont aujourd'hui confrontés à un problème identique».*

Pour avoir refusé de travailler 10 h 30 dans une journée, un ouvrier de la Socaltra à Cordemais dans l'Ouest a été licencié par le patron. Les 40 travailleurs de l'usine ont aussitôt riposté. Depuis deux semaines, ils sont en lutte pour exiger la réintégration de leur camarade.

Depuis longtemps, les travailleurs du port autonome de Nantes réclamaient de ne plus travailler le samedi. Rien n'est jamais venu. Alors, à l'appel de la section CGT, ils ont décidé de ne plus travailler ce jour-là, dans l'attente d'un accord pour les 40 H.

Les travailleurs de la Saviem à Nantes se sont mis en grève illimitée. Leurs revendications ? 150 F d'augmentation uniforme en rattrapage des autres succursales Saviem.

APL Information

Hôpital psychiatrique du Vinatier : vendredi soir après l'annonce de la série de sanctions, le directeur de l'école a annoncé : *«Vous êtes 230 élèves de première année, et seulement 150 seront acceptés en deuxième année»*. Tirez en les conséquences ! Ainsi resteraient ceux qui, abrutis par l'enseignement actuel feraient de bons vieux infirmiers «à l'ancienne», les autres, ceux qui remettent en cause la psychiatrie dans son état actuel, seraient rejetés comme inaptes à cette profession. Les 16 mises à pied sont donc un premier pas vers les licenciements collectifs de la fin de l'année. Les élèves CGT ont fait marche arrière, repris en main par leur section syndicale, qui est sous la coupe des révisionnistes, et à laquelle le directeur de l'école appartient ! Ils ne sont plus prêts à soutenir les élèves sanctionnés. Malgré ces manœuvres, la lutte continue.

Correspondant Vinatier

LUTTES OUVRIERES

SNIAS (Chateauroux)

CONTRE LA LIQUIDATION DE L'AÉRONAUTIQUE

Ce matin, l'inter-syndicale se réunnissait à 8 heures pour élaborer des propositions d'actions qui seront ensuite soumises à l'assemblée générale. L'usine occupée depuis lundi soir reviendra provisoirement à une situation *normale* jusqu'à ce que des décisions soient prises par l'AG.

La direction générale de l'Aérospatiale, en accord avec le gouvernement, a décidé de fermer l'usine de Châteauroux (Déols) le 30 juin 76. Cette décision, annoncée au Comité Central d'Entreprise le 30 mars, est tombée comme une sentence irrémédiable. 560 travailleurs se retrouveraient donc à la rue du jour au lendemain ! Pas question d'accepter cela !!

Déjà, tout au long de l'année 75, la lutte avait permis d'enrayer le processus de *déflation des effectifs* en cours. Néanmoins, de 830 emplois en janvier 74, on arrivait fin 75 à 560. Une trève s'établit dans le dernier trimestre de 75 à la suite de changements de personnel dans la direction : à ce moment, il n'y avait personne à qui s'adresser. Puis Mitterrand (Jacques), prenait le poste de PDG: Dès le mois de janvier 76, il rend visite aux travailleurs de la SNIAS, leur prodigue des tas de promesses et... le verdict tombe le 30 mars : fermeture totale !

La réaction ne se fait pas attendre : dès lundi, l'usine est occupée pour 48 heures, et mardi après-midi, les travailleurs empêchaient le décollage d'un boeing 727 de la société Air Charter International, sur la piste près de l'usine. Cette action spectaculaire a retardé d'une heure le départ de l'avion, mais, et c'était surtout le but recherché, a largement fait connaitre la lutte.

D'autres actions sont en cours de préparation qui aboutiront sûrement à l'occupation pour une durée illimitée. Ce que veulent les travailleurs de la SNIAS c'est le *maintien de leur emploi dans l'aéronautique*. Ils sont fermes là-dessus ! Ils savent que leur action sera longue et difficile *« On a l'expérience de 75. Tout au long de l'année, on nous faisait mijoter en espérant qu'on se fatiguerait»*.

Le 23 avril, une grande manifestation se déroulera à Châteauroux. Tous les travailleurs de l'aéronautique (Dassault, SNECMA...) y seront appelés, aux côtés de ceux de la SNIAS.

Par téléphone CGT-SNIAS

Creusot-Loire : les travailleurs ripostent au lock-out

C'est depuis la date du 17 mars que les travailleurs du secteur «aciéries» à Creusot-Loire, sont en lutte.

Elle s'est déclenchée pour faire aboutir plusieurs revendications : la révision des classifications qui aujourd'hui aboutissent à des déclassements de toute sorte. L'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail, etc...

Les grévistes ont un moyen de pression important. Ils font partie d'un secteur clé de l'usine. 75 % de la production d'acier ne sort plus depuis dix jours. La direction ne peut donc pas faire approvisionner les différents ateliers qui consomment du métal : que ce soit les laminoirs, la forge, la fonderie d'acier et de tolerie.

La direction n'a pas pu, comme elle le déclarait, faire pourrir la lutte. Alors aujourd'hui, elle envisage de lock-outer une partie des travailleurs, pour isoler les grévistes. Il y a quelques jours, elle déclarait : *«Le manque de production amène un manque d'approvisionnement des ateliers qui consomment du métal... En conséquence, les chantiers concernés seront fermés au fur et à mesure des impossibilités devant lesquelles la direction se trouve . d'assurer l'emploi du personnel»*. Mais cette manœuvre a échoué puisque les travailleurs, dès l'annonce du lock-out, débrayaient sur le tas, manifestant ainsi leur solidarité avec leurs camarades, déjouant le piège de la direction. Les travailleurs manifestaient ensuite devant les bureaux de la direction.

Mais la direction persiste : *«Tout ce qui pouvait être fait a été fait. Il faut que les ouvriers se persuadent que rien de plus ne sera fait. Si la production d'acier ne reprend pas, ce sera le chômage technique pour plusieurs services»*. Mais les travailleurs ne sont pas prêts à céder. Ils obtiendront leurs revendications. Les syndicats le disent : *«Pas question de reprendre le travail. Il faut que la direction augmente nos salaires, révise nos classifications»*. Dans la région, on a les yeux tournés vers Creusot-Loire.

ETUDIANTS

POURSUIVRE LA LUTTE MAIS.... VERS QUOI ?

La volonté de poursuivre la lutte, d'aboutir à l'abrogation de la réforme s'est nettement confirmée dès ces premiers jours de rentrée. Ainsi à Tolbiac, des étudiants venus en assemblée générale avec l'idée de voter la reprise ont finalement changé d'avis.

Mais, il y a cette idée que reprendre la lutte, ce n'est pas suffisant. En même temps que, face à l'intransigeance de la bourgeoisie, grandit la volonté d'étendre le mouvement et faire le lien avec les luttes ouvrières et paysannes, de nombreux étudiants pensent que le mouvement lui-même doit changer pour parvenir à s'inscrire dans la lutte d'ensemble contre le pouvoir. On entend souvent ces réflexions : *«Il faut un contenu politique différent, un mouvement plus dynamique»* ; ou encore : *«ce n'est pas facile de se lier aux ouvriers, la politisation n'a pas été suffisante»*. Cette prise de conscience, après six semaines de lutte, exprime bien cette réalité qu'il y a une contradiction entre le mouvement tel qu'il est aujourd'hui et la volonté qui se dessine de l'inscrire aux côtés des luttes populaires.

Mais dans quel sens transformer ce mouvement et comment, à quel prix ?

Prendre place dans le combat d'ensemble aux côtés des travailleurs, cela exige un approfondissement, un élargissement de la voie anti-capitaliste dans le mouvement. Dans la lutte en cours bien des orientations différentes subsistent. Il s'agit aujourd'hui de faire le point sur ces orientations possibles, de dégager les clivages entre ces différents points de vue. Faire l'économie de ce débat reviendrait à laisser le mouvement dans la confusion, à le condamner à l'essoufflement.

La seule solution consiste à impulser dans la lutte une claire orientation révolutionnaire. Pour cela, deux conditions sont nécessaires :

- approfondir l'analyse de la réforme de crise et l'élargir à la critique globale de l'université bourgeoise,
- s'engager dès aujourd'hui dans des actions concrètes de soutien aux luttes populaires.

Dans les deux cas, cela permet que soit porté le fer contre toutes les orientations qui aboutissent en fait à maintenir les étudiants dans le ghetto. Ainsi les réformistes et les révisionnistes qui revendiquent un meilleur avenir de «cadre au service de la nation» confirment bien dans leur méfiance les travailleurs qui déclarent : *«En 68, nous étions avec les étudiants dans la rue, mais aujourd'hui ils sont sur notre dos dans les bureaux et à l'atelier»*. Ces «intérêts des étudiants» que défendent les UNEF sont en contradiction avec ceux de la classe ouvrière.

D'autres encore proposent aux travailleurs une unité basée sur la lutte contre le chômage. Mais ne faut-il pas d'abord remettre en cause le rôle des cadres, l'avenir professionnel proposé aux étudiants par la bourgeoisie ? Quelle unité peut-on construire entre un futur cadre menacé de chômage et un ouvrier licencié ?

Briser l'unité superficielle qui ne tient qu'aux ambiguïtés du mouvement, c'est la seule manière de faire les premiers pas vers l'unité populaire contre le capitalisme. C'est aussi la seule manière de renforcer la lutte et de remporter des succès.

Aujourd'hui les luttes qui se développent dans les entreprises sur tout le pays doivent favoriser la construction de cette unité révolutionnaire des étudiants et des travailleurs.

FACULTÉS EN LUTTE

Une grande partie des facultés qui étaient en mouvement avant les congés scolaires poursuivent aujourd'hui le mouvement. A Toulouse le Mirail, alors que des étudiants manifestaient contre les «officiels» venus inaugurer une bibliothèque, la police est intervenue violemment sur le campus. Des affrontements se seraient produits à Grenoble également, alors qu'à Clignancourt (Paris) les vigiles investissent massivement la faculté.

Alors que ce week end doit se tenir une coordination nationale à la faculté d'Amiens, Mme Saunier Séité a déclaré que «le droit de grève était reconnu pour tous, y compris pour les étudiants». Déclaration en contradiction complète avec les menaces d'avant les vacances sur le non délivrement des examens. Cela ne tient pas au «bon caractère» du secrétaire d'Etat (pour reprendre les termes du ministre Haby) mais plutôt à une tentative de liquider doucement le mouvement, en préparant d'éventuelles négociations avec les «syndicats» étudiants. La lettre envoyée à l'UNEF trotskyste en était le premier pas.

PORON (TROYES)
VERS L'ÉLARGISSEMENT DE LA LUTTE ?

La grève de Poron a donné un nouveau contenu à la journée d'action des textiles de l'Aube «pour le 13e mois». Les ouvriers de Poron attendent beaucoup de cette journée. De l'avis de militants syndicaux d'autres entreprises de la Bonnetterie Troyenne, elle pourrait être l'occasion d'engager la lutte aux côtés de ceux de Poron.

A Poron même, le mouvement s'organise et se durcit, gagne d'autres usines du groupe. Les ouvriers ont bloqué le magasin de produits finis, empêchant l'approvisionnement des clients. Ce qui est un coup dur pour le patron, au moment où les détaillants se fournissent pour la collection d'été. Tente, feu de bois : ouvrières et ouvriers bivouaquent pour être prêts en cas de mauvais coup des cadres, qui font les 3 × 8 (ils n'ont pas l'habitude) pour tenter de dégager les camions. Ils sont chauffés comme des chiens de combat, provoquants. Du côté des ouvriers, ça tient bon : une petite fête a été organisée dimanche dernier, à la cantine, et ce sont plusieurs centaines d'ouvrières qui se tiennent en permanence devant l'usine. Mais certains ouvriers posent des questions : ce face à face ne peut durer toujours, il faut se préparer à prendre des initiatives plus dures.

ENCORE UN PATRON CONDAMNÉ

Monsieur Vasseur, patron de PME (la Sodyco) va-t-il devoir fermer son entreprise après le coup qui vient de lui être porté. Gageons que son dossier est déjà sur le bureau de Léon Gingembre, le défenseur des petits patrons victimes de l'injustice sociale.

Rappelons les faits : cet excellent patron organise chaque année à la Ste Catherine *«une petite sauterie»* pour ses ouvrières. A la dernière de ces *sauteries* cinq fortes têtes refusèrent de venir, trois d'entre elles persistèrent en refusant de s'excuser. Elles n'étaient plus dignes de faire partie du personnel, Monsieur Vasseur les licencia.

Le tribunal de Loches saisi de l'affaire a condamné le patron et l'a contraint à verser à chacune des ouvrières licenciées six mois de salaires, deux mois de préavis et une indemnité de 1.000 Francs, considérant que les motifs de licenciement n'étaient pas valables. Malgré tout il n'a pas été jusqu'à obliger le patron à les reprendre, l'autorité patronale est sauve!

POLITIQUE

7 ème PLAN :

Fourcade se gargarise avec peu de chose...

La sortie d'une estimation de l'indice de la production industrielle de janvier a permis à Fourcade de se livrer à l'Assemblée Nationale à un grand assaut d'optimisme : «Nous avons fait les 2/3 du chemin de la reprise», a-t-il affirmé au terme d'un rapide bilan économique, annonçant un taux de croissance à 9% par an.

Il est vrai que, après la chute brutale enregistrée au dernier trimestre en 1974 et la stagnation de l'année 75, la production est repartie à un rythme rapide : plus 4 % en décembre, plus 3 % en janvier. Elle est maintenant à peu près générale bien que certains secteurs, dans les biens intermédiaires notamment restent à la traine.

Il s'agit pour l'essentiel d'une reprise «technique», prévue depuis plusieurs mois : les avantages fiscaux accordés aux entreprises auront fait anticiper les investissements qu'elles prévoyaient, les stocks (en particulier pour les biens de consommation) avaient été réduits en 1975 et doivent être reconstitués, les multiples cadeaux (remises d'impôts, primes à l'emploi, etc) accordés massivement aux capitalistes depuis pluieurs mois ont relancé la consommation (automobile, culture et loisirs, etc). La reprise devrait se poursuivre pendant le premier semestre, même si le rythme actuel était maintenu (ce qui est loin d'être sûr), le niveau atteint en juin 74 ne serait pas rattrapé avant la fin de l'année.

Pour ce qui est de la suite, même si les prévisions officielles sont révisées en hausse, les avis ont extrêmement divergents. En fait, la bourgeoisie n'est pas maître du jeu. Elle est confrontée à des contradictions avec les superpuissances et les autres pays capitalistes industrialisés, les pays du Tiers Monde et enfin les travailleurs français, qu'elle peut de moins en moins prétendre maîtriser seule. La persistance d'une forte hausse des prix «la guerre des monnaies», la fragilité de l'équilibre de la balance commerciale en sont les signes économiques les plus évidents.

Dans ces conditions, les prévisions de Fourcade n'apparaissent que comme une tentative supplémentaire pour rassurer la bourgeoisie française, qui commence à douter des capacités de l'équipe actuelle à la sortir de la crise et pour faire patienter les travailleurs. Manifestement, les discours démagogiques sur la nouvelle croissance (consommer moins mais mieux) ne sont plus suffisants pour faire accepter les difficultés actuelles, Fourcade en est donc réduit à proclamer de façon volontariste le retour à une croissance accélérée. Mais c'est une preuve supplémentaire de faiblesse qui était déjà apparue clairement dans les discours de Giscard.

De toute façon, les travailleurs n'ont pas grand'chose à attendre de la reprise. La relance de la production ne s'accompagne d'aucune diminution du chômage. En effet, plutôt que d'embaucher, les capitalistes préfèrent accroître les rendements et produire plus avec moins de personnel afin de restaurer leurs profits. Giscard nous a bien prévenus qu'il ne fallait pas compter sur une amélioration des salaires. Plus que jamais, il apparait donc qu'il n'y a d'autre issue que dans la lutte.

Jacques DUBREUIL

Les «officiels» viticoles chez Fourcade

CAROTTE A PARIS, BÂTON DANS LE MIDI

Le problème du négoce, qui a été la cause apparente de la révolte des viticulteurs, a été abordé lors de la rencontre entre Fourcade et Bonnet et les représentants des syndicats viticoles officiels (syndicat des vins de table, CGVM...). Fourcade propose, à propos du négoce, quelques mesures visant à règlementer leur activité et à relancer la consommation de vin de table. Il s'agirait d'une

réforme de la réglementation européenne (en parler ne coute pas bien cher à Fourcade, puisqu'il ne peut rien décider à ce sujet !), d'un «agrément» des négociants (stipulant éventuellement qu'un négociant condamné pourrait se voir interdire sa profession), d'une aide fiscale aux producteurs, et de la création d'un office des vins de table.

Le controle des négociants ne convaincra pas beaucoup les viticulteurs, qui connaissent le soutien que le gouvernement apporte aux gros négociants. La création d'un office des vins de table, réclamée par certains syndicats viticoles si elle peut favoriser les moyens et gros viticulteurs peut marquer un certain recul de même que les éventuels allègements fiscaux (réclamés aussi par les viticulteurs).

Mais ce qui est fondamentalement en cause, c'est le projet bourgeois de faire disparaitre la petite viticulture. Les manchettes de certains journaux sur la «mauvaise qualité» des vins du midi, les cris des négociants qui prétendent que ce vin ne se vend pas (alors que c'est le jour et la nuit entre produit vendu, et vin d'origine), sont l'autre aspect de la politique de la bourgeoisie, l'aspect menace (complété par l'occupation policière du Languedoc). Les viticulteurs doivent comprendre que ces deux aspects sont ceux d'une même politique, qui vise leur disparition.

Eric BREHAT

Les CRS partie civile pour Montredon

Conformément à ce qu'il avait annoncé, le syndicat national indépendant des CRS s'est porté partie civile à propos de la mort du commandant de CRS Legoff, à Montredon. Procédure que les CRS utilisent pour la première fois, dans le but de suivre le déroulement de l'enquête judiciaire. Mais à propos d'enquête judiciaire, où en est l'enquête sur l'assassinat de Michel Boyé, paysan vosgien tué par les CRS, et sur celui d'Emile Poytes, mort à Montredon ?

Information judiciaire contre le négociant Ramel

Le plus gros des négociants français en vin, Pierre Ramel, de Meximieux, est l'objet d'une information judiciaire ouverte par le tribunal de Marseille, pour «production de vin impropre à la consommation». Que son vin soit impropre à la consommation, les viticulteurs qui, le 27 février avaient «visité» ses chais, et vidé toutes ses cuves, s'en étaient bien aperçus : une de ces cuves contenait un produit rougeâtre et visqueux qui attaquait même les chaussures... Ramel est aussi un des spécialistes de la valse des noms : il avait été condamné (malgré un témoignage en sa faveur de... Fourcade) pour avoir acheté du vin dans le midi, l'avoir baptisé «Côte du Rhône» lors de son passage à Meximieux (en y incorporant du vin d'Algérie) pour enfin l'exporter en Hongrie, via l'Allemagne. Une information positive (si elle débouche, car Ramel ne manque pas de soutiens hauts placés), surtout au moment où toute une campagne se développe autour du thème «le vin du midi est imbuvable». C'est peut-être aussi une tentative pour essayer de «calmer» les viticulteurs alors qu'ils ont repris, à Campagnan, en particulier, les «visites» de caves de négociants.

en bref... en bref...

PERMUTATION CHEZ LES PRÉFETS

Le mouvement électoral décidé hier en conseil des ministres pourrait s'appeler «on prend les mêmes et on recommence». Aurillac, qui était directeur du cabinet de Poniatowski, devient préfet de Provence-Côte d'Azur. Somveille, qui était préfet de Provence devient préfet de police à Paris. Il remplace Paolini, qui lui-même remplace Aurillac, au cabinet de Poniatowski.

GROUPE EUROPÉEN D'ARMEMENTS

La nouvelle organisation «groupe indépendant européen pour la coopération en matière d'armements» qui est composée de dix membres de l'Eurogroupe (organisme de l'OTAN) et de la France, se réunira le 9 avril à Rome. Ce groupe s'était réuni déjà le 2 février. Son but est -officiellement- d'instituer une communauté des armements en Europe. En réalité, malgré les dénégations giscardiennes, les USA entendent s'en servir pour faire collaborer la France à la «standardisation» des armements sous houlette américaine.

«Le Nouveau Journal», organe de la finance publie l'avant-projet de loi sur la taxe des plus-values. Les financiers n'ont pas trop à s'en faire. Ce seront surtout les objets précieux et l'or qui seront taxés, légèrement : 4 % des bénéfices réalisés sur leur vente.

Le conseil de l'ordre

DE PÉTAIN A GISCARD

Depuis hier, se tient l'assemblée générale des présidents et secrétaires généraux des conseils départementaux de l'ordre des médecins. A la fin de la semaine, doit se tenir la session trimestrielle du conseil national. La semaine dernière, le conseil départemental de l'Ille et Vilaine avait suspendu quatre médecins (dont le docteur Guy Caro. Cf QdP du 5 avril). Une riposte collective se prépare, alors que le 17 avril, les docteurs Debout et Balvet, de Lyon doivent passer devant le conseil départemental du Rhône.

L'ordre des médecins prétend avoir été crée à la libération, en 1945. C'est en fait une création du régime de Vichy, dès 1940, dans le but de faire la chasse aux médecins juifs, communistes ou francs maçons. Et de Gaulle, chef du gouvernement provisoire a eu bien soin de garder intégralement cette institution qui pouvait se révéler si utile. L'ordre, selon le code de santé publique *«veille à l'observation par tous ses membres des devoirs professionnels, ainsi que des règles édictées par le code de déontologie»*. Officiellement, son rôle est donc de préserver l'indépendance et l'honnêteté du corps médical. Voilà pour les belles phrases. La réalité, ces quelques prises de position de l'ordre ou de ses représentants en donneront quelque idée :

A propos de la nécessité de l'ordre :

● *«Il est des traditions dont la valeur humaine est incommensurable parce qu'elles sont l'expression de vérités éternelles soumises à l'épreuve du temps... les principes traditionnels de la médecine exprimés par la charte médicale sont de cet ordre».*

Dr. PORTES

A propos des premières conventions médicales (qui ont abouti, entre autres à la prise en charge des maladies *longues durées*) :

● *«Nous avons empêché la signature massive des conventions, encouragé des accords transitoires, parce que localement, ils sauvegardaient les intérêts du corps médical et lui permettaient de lutter... contre les dispensaires ou les centres mutualistes»* (nov. 58)

A propos des *difficultés* de la sécurité sociale qui seraient dues, entre autres à :

● *«l'augmentation des loisirs dont le ski...»*

● *«Au contrôle médical insuffisant des travailleurs étrangers qui, sauf urgence, pourraient être renvoyés dans leur pays pour y subir interventions et traitements dont nous n'aurions pas à assurer la charge..»*

LORTATJACOB

A propos de l'avortement et de la contraception, qui fût l'un des principaux thèmes de bataille de l'ordre et qui ont largement contribué à démasquer sa nature réactionnaire :

● *«Le planning nous est [illegible] d'Amérique, comme le [illegible]ting et le kidnapping... [illegible]is-je amené à former le [illegible] ne plus être là pour [illegible] se passera quand [illegible] gavés de pilules et [illegible]r les contraceptifs se trouveront en présence de milliards de jaunes débordant de leur continent.»*

(*Bulletin du conseil départemental de la Seine*)

Ce qui aboutit au blocage de toute information sur les moyens contraceptifs, puis à la campagne contre l'avortement (c'est-à-dire pour le maintien de l'avortement clandestin...) :

● *«En cas de libéralisation de l'avortement, le législateur devrait prévoir des lieux spécialement affectés à cette besogne (avortoirs), et un personnel d'exécution particulier»*

Enfin, à propos de la publication du *manifeste des 600*, qui montraient leur opposition au conseil de l'ordre en cessant de payer leurs cotisations :

● *«(Les conseils de l'ordre) attirent l'attention du public sur ces manœuvres déjà utilisées en d'autres occasions pour saper les institutions de notre société»*

INTERNATIONAL

CHINE

Suite de la une

• Teng Siao Ping démis de ses fonctions par le Comité Central • Houa Kouo Feng nommé Vice - Président du Comité Central et Premier Ministre.

Résolutions du Comité Central du Parti Communiste Chinois

Le bureau politique du comité central du Parti Communiste Chinois, après discussion sur l'incident contre révolutionnaire qui s'est produit sur la place Tien An-men et du comportement adopté ces derniers temps par Teng Siao-ping, estime que le cas Teng Siao-ping a déjà changé de nature pour devenir une contradiction antagoniste. Sur proposition du Président Mao, notre grand dirigeant, le Bureau Politique a approuvé à l'unanimité la destitution de Teng Siao-ping de toutes ses fonctions au sein comme en dehors du Parti, et le maintien de sa qualité de membre du parti aux fins d'observation.

Le Comité Central du Parti Communiste Chinois
Le 7 avril 1976

Sur proposition du Président Mao, notre grand dirigeant, le Bureau Politique du Comité Central du Parti Communiste Chinois a approuvé à l'unanimité l'accession du camarade Houa Kouo-feng aux fonctions de 1er vice président du Comité Central du Parti Communiste Chinois et de 1er ministre du conseil des affaires d'Etat de la République Populaire de Chine.

Le Comité Central du Parti Communiste Chinois
le 7 avril 1976

Dans son communiqué, le Bureau Politique du Parti Communiste Chinois accuse explicitement Teng Siao Ping d'avoir fomenté la manifestation contre-révolutionnaire de la place Tien An Men, à Pékin. Ainsi, il se confirme que les incidents de lundi avaient été organisés par des éléments droitiers, comme nous l'expliquions dans le QdP dès mardi.

C'est pour cette raison que la contradiction avec Teng Siao Ping est devenue antagonique : il défendait un point de vue de droite, il avait déjà tenté de scinder le Comité Central du parti. Mais une porte de sortie lui était laissée. Lundi, il a commis plus qu'une erreur en organisant des incidents, en dressant les masses contre les masses.

Qu'un dirigeant du parti reflète les points de vue faux, venus de la bourgeoisie, qui existent au sein des masses, c'est grave, mais cela peut être corrigé ; pour y parvenir, la lutte peut être menée en s'appuyant sur la volonté révolutionnaire qui domine dans le peuple. Mais, à partir du moment où il tente de s'appuyer sur ces idées fausses pour créer des désordres, la contradiction change de nature : en divisant le peuple, il se range parmi ses ennemis. Et il n'est pas surprenant que celui qui prétendait mettre en avant la «stabilité et l'unité» contre la lutte des classes en vienne là : ceux qui, sous le socialisme, nient que la lutte des classes est l'essentiel, sont toujours ceux qui la mènent pour le compte de la bourgeoisie.

Ceci posé, l'éviction de Teng Siao Ping de la direction du parti et de l'État ne met pas, ne peut pas mettre un point final à la lutte en cours. La gravité de ses actes a exigé que cette mesure soit immédiatement prise par le Comité Central. Mais ce qui va se poursuivre, s'étendre, s'approfondir dans les semaines à venir, c'est la lutte contre les points de vue dont Teng Siao Ping était le principal représentant : plus que les hommes qui l'impulsent, c'est la ligne qui décide de tout.

DANS LE LIBAN DE LA TRÊVE : LA QUESTION DES RAPPORTS ENTRE LA SYRIE ET LA RÉSISTANCE

La trêve de dix jours se poursuit au Liban. Le parlement libanais a décidé de se réunir samedi en vue de changer l'article 73 de la constitution, ce qui permettra l'élection d'un nouveau président.

Pendant cette trêve, c'est la question de la solution politique qui est posée. Parmi les facteurs qui la déterminent, il y a l'attitude de la Syrie au Liban, l'attitude de la Résistance face à la Syrie.

Pendant la dernière période, depuis le coup d'État d'Ahdab jusqu'à présent, la position de la Syrie a créé certains problèmes dans la situation libanaise. Juste après le coup d'État, la Syrie n'a pris aucune position officielle, mais lorsque la demande de la démission de Frangié, chef de l'État libanais, est devenue plus pressante, la Syrie a adopté une position qui était presque en faveur de Frangié et des forces qui le soutiennent : les Phalanges et le parti national-libéral de Chamoun. Cependant, il ne s'agit pas tout à fait de soutien aux forces de droite, mais plutôt d'une pression syrienne pour le choix d'un nouveau président. Il semblerait que la Syrie ait demandé aux forces patriotiques libanaises et à la Résistance qu'elles acceptent le choix syrien pour arrêter le conflit.

Depuis, la Syrie semble avoir reculé sur ses exigences. Elle considère peut-être que le conflit doit être résolu entre Libanais, et cela après les succès militaires des forces patriotiques dans la dernière période. L'attitude de la Syrie face au conflit libanais a déterminé pendant cette période l'attitude de la Résistance face au régime syrien. Lorsque la Syrie semblait vouloir imposer une solution, la Résistance l'aurait refusée. Et c'est l'offensive patriotique dans la montagne qui s'est déclenchée. Actuellement, la Résistance peut considérer que la Syrie n'est plus en position de force pour imposer son choix et que, dans tous les cas, il n'est pas de son intérêt d'être en conflit avec la Syrie. C'est pour ces raisons que la Résistance semble avoir une attitude plutôt modérée, vis-à-vis de la Syrie. Joumblatt, lui, ne prend pas en considération tous ces facteurs qui sont souvent vitaux pour la Résistance. D'où actuellement ses attaques contre la Syrie, dont le rôle n'est pas forcément le même qu'au cours de la période précédente.

ETATS UNIS : La course au Watergate

Les élections américaines se préparent comme d'habitude à grands coups de fanfare et de défilés de majorettes. A l'abri de ce clinquant, les millions de dollars valsent, et Ronald Reagan, candidat républicain a déjà un déficit de 250 millions de dollars pour lesquels il faudra bien qu'il trouve un ou des mécènes.

A l'heure actuelle, l'enjeu est de connaître qui sera officiellement désigné comme candidat par chacun des deux partis. Dans le camp des républicains, l'affaire est presque réglée : Ford a remporté haut la main les «primaires» du Wisconsin avec 55 % des voix, tandis que son vice-président Rockfeller l'emportait dans l'État de New York.

Les choses ne sont pas aussi claires chez les démocrates : Carter a remporté sa sixième primaire dans le Wisconsin avec 37 % des voix, distançant le favori Udall (36 %), tandis que le sénateur Jackson l'emportait dans l'État de New York moins nettement que prévu. Parmi les trois candidats restant en piste, aucun ne parait pouvoir dominer les autres malgré la légère avance de Carter. En coulisse, l'ancien vice-président de Jonhson du temps de la guerre du Viet Nam, Humphrey organise une petite coalition, pour qu'au mois de juillet, quand le parti désignera son candidat, une majorité de délégués votent pour lui, sans qu'il se soit dépensé aux élection État par État et sans qu'il ait trop écorné son budget électoral.

Comme on le voit, les élections américaines continuent, avec leur lot de coups bas et de basses tractations.

Angleterre :

UN BUDGET CONTRE LES TRAVAILLEURS

Le ministre des finances anglais a présenté avant-hier le budget du gouvernement Callaghan, alors que celui-ci vient à peine d'être nommé. Tout le budget est soumis à une condition : que les travailleurs acceptent un blocage des salaires, sinon les impôts augmenteront.

Dans le budget précédent, les travailleurs avaient subi un blocage des salaires sous prétexte de lutte contre l'inflation. Les hausses de salaires avaient été limitées à 6 livres par semaine pour toute l'année.

Le ministre prétend que grâce à ce blocage des salaires, l'inflation, qui se traduit par la hausse des prix, est passée de 38 % à 14 % dans l'année. Aussi propose-t-il de limiter dès à présent les hausses de salaires au maximum à 3 % par an, afin, dit-il, de réduire l'inflation à moins de 10 %. Au cours de l'année de nombreuses grèves ont eu lieu contre le blocage des salaires à 6 livres d'augmentation, parce que de toutes manières ce taux était inférieur à la hausse des prix.

SALAIRES ET IMPÔTS

Aussi pour faire accepter un blocage des salaires encore plus sévère que l'an dernier, le gouvernement propose aujourd'hui de réduire les impôts directs, dans la mesure où la hausse des salaires ne dépasse pas les 3 % fixés. Mais tout en proposant de réduire les impôts directs, il augmente les impôts indirects. La prétendue réduction des impôts ne coûte rien à l'État, par contre, annonce le ministre des finances, si les salaires augmentent de plus de 3 %, le budget sera révisé et les impôts directs augmenteront de telle sorte que toute la hausse des salaires sera récupérée.

Ainsi, c'est un véritable chantage qui est adressé à la classe ouvrière : elle doit accepter de voir son pouvoir d'achat baisser dans les proportions fixées par le pouvoir, sous peine, si elle refuse le blocage des salaires, de voir ses revenus amputés par une augmentation considérable des impôts.

Ce chantage sur les salaires s'accompagne d'un chantage au chômage : *«Il est évident que les centaines de milliers de personnes qui ont aujourd'hui du travail, auraient perdu leur emploi»* s'il n'y avait eu les accords de blocage des salaires, affirme le ministre. Aussi prétend-il que l'aggravation du blocage des salaires est la condition pour empêcher le chômage de se développer.

Ainsi, à peine mise en place, la nouvelle équipe travailliste se lance dans une offensive de grande envergure contre la classe ouvrière anglaise, tant sur les salaires que sur l'emploi. Tandis que des grèves très importantes ont eu lieu dans les derniers mois chez Chrysler et se poursuivent à British Leyland, cette offensive annonce de très violentes confrontations de classes en Angleterre.

G. CARRAT

TEMOIGNAGE

EN PARCOURANT L'URSS, DES NOUVEAUX BOURGEOIS

Dans les villes de l'extrême-orient soviétique (Narhodka, Kabarovsk) ou de la Sibérie (Irkoutsk) que j'ai visitées, je n'ai vu que des Russes à une dizaine d'exceptions près. La population asiatique autochtone est complètement à l'écart, semble-t-il, de la vie urbaine. La guide-interprète de l'agence de tourisme m'a répondu que les peuplades locales étaient extrêmement clairsemées et vivaient dans la Taïga. A Kabarovsk, tous les soirs, une grande partie de la jeunesse se réunissait dans le parc d'amusements et dansait sur des rythmes de jazz exécutés par l'orchestre municipal.

La ville s'énorgueillissait de la récente ouverture d'une maison de la mode féminine s'efforçant d'imiter les modèles de la haute couture occidentale. A Irkoutsk, à l'entrée de l'église orthodoxe que l'on fait systématiquement visiter aux touristes le dimanche pour bien leur montrer que la liberté de culte existe, j'ai été stupéfié de voir quatre ou cinq loqueteux avinés mendier le plus officiellement du monde. Autant que je me rappelle l'un était infirme. Interrogée, la guide m'a dit que vraisemblablement, ces gens n'aimaient pas vivre dans les maisons de retraite et préféraient gagner ainsi leur subsistance. Apparemment, c'était encore là un témoignage de «liberté» dont on était presque fier...

POUR LA PRIME

L'après midi, je me suis rendu sur les bords du lac Baïkal dans une voiture d'Intourist qui roulait à tombeau ouvert et sans trop se soucier de la droite. Comme je faisais savoir au chauffeur que je n'étais pas à quelques minutes près pourvu que j'arrive vivant, on m'expliqua qu'il était payé à la course par l'agence de tourisme. Il n'y avait plus qu'à s'incliner devant cette incitation économique si peu socialiste et si dangereuse qu'elle me parût !

«CHACUN CHEZ SOI»

Pour dissiper mon inquiétude, j'ai prié la guide de me mettre au courant des actualités internationales depuis mon départ du Japon. Elle a décliné ma proposition en prétendant ne pas savoir ce qui m'intéressait. A mon souci sincère de m'informer sur l'organisation du travail dans les industries, les relations entre la base et les cadres, la manière dont étaient prises les décisions sur la production, la sécurité, les salaires, il m'était répondu de manière rapide, évasive et avec un agacement visible. Par contre, elle s'étendait interminablement sur les constructions de villes autour du lac Baïkal. De la même manière, à Kabarovsk, la guide à qui j'avais demandé des nouvelles d'un procès en cours à Séoul contre des étudiants démocrates, m'avait avoué tout ignorer. Et quand je lui eus expliqué l'oppression de la population en Corée du Sud et la ségrégation dont souffrait la minorité coréenne au Japon, elle me répondit que «chaque pays avait ses lois». Bel internationalisme prolétarien !

DANS LE TRAIN

Dans le transsibérien, une jeune femme professeur de Français à qui je demandais pourquoi elle n'avait pas choisi l'Ousbek, le Mongol ou quelque autre langue des peuples asiatiques de l'URSS, me rétorqua en riant aux éclats que ces langues étaient pauvres, sans grand vocabulaire, peu raffinées, et pour tout dire sans intérêt. Pour ce qui est de la critique marxiste des œuvres littéraires, elle semblait n'avoir aucune opinion précise, et son conformisme fatigué cachait mal une profonde indifférence à la question. Toujours dans ce même train, j'ai pu observer deux «houligans» (nos «loulous»). Deux jeunes prolétaires en jeans, cheveux longs, bras tatoués, et qui m'invitèrent à boire avec eux quelques verres d'un vin dont ils avaient déjà vidé plusieurs bouteilles. La démarche chaloupée, ils ont ensuite parcouru les couloirs en cherchant noise à tel ou telle.

Affiche publicitaire de mode...

GRANDS HOTELS POUR NOUVEAUX BOURGEOIS

A Moscou, l'influence occidentale est beaucoup plus marquée qu'en province : les vitrines, les étalages de mode du centre ont un luxe qu'ignorent encore les capitales provinciales. Il est évident que l'organisation économique du pays privilégie le quartier général de la nouvelle bourgeoisie. Pour les filles, la vogue de la mini-jupe battait son plein.

On m'avait dirigé sur l'hôtel «Rossia» immense ensemble de béton et de verre dont les prospectus énumèrent avec fierté le nombre fabuleux de chambres, de salles de cinéma, de places de restaurant. Depuis l'hôtel, le touriste a un très beau point de vue sur les murailles pourpres du Kremlin et la cathédrale Saint Basile, mais l'ennui, c'est que de la Place Rouge, on ne voit plus guère la Moscova. En un mot, il semble que pas plus qu'à Paris pour les tours de la Défense, Montparnasse, Pleyel, etc... on n'ait consulté ici les défenseurs de l'environnement, à supposer même qu'ils existent, ce dont je doute fort, car la population a été dépouillée de toute initiative et n'a pas la tête politique. Dans tous les cas, c'était le tourisme qui primait l'avis des Moscovites.

Au restaurant dudit hôtel Rossia, l'amabilité et la rapidité du service sont proportionnels à la valeur du menu choisi d'après laquelle en effet, les employés supputent un pourboire plus ou moins grand. Ils ont ce même air las et morose que partout en France dans nos administrations. Et dans les salons de ce building, parmi la foule des touristes, tournoient, ravis, des groupes compacts de notre CGT, arborant fièrement sur la poitrine le macaron...

Puisqu'il est question d'architecture, il me faut encore dire que les cités ouvrières que j'ai parcourues au hasard de mes promenades n'étaient généralement que de laides casernes de béton. Le travail extérieur est véritablement bâclé, les murs ne sont souvent pas crépis, les lézardes n'y sont pas rares, et les balcons sont absents. A Kabarovsk, leur seul agrément était la présence alentour de nombreux arbres, magnifiques en été. Mais, ce n'était pas partout le cas.

(*à suivre*)

«DE LA REVOLTE A LA REVOLUTION !»

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ACHETEZ–LE TOUS LES JOURS AU MÊME KIOSQUE

Le Quotidien du Peuple
publication du PCR (ml)
Adresse postale
BP 225 75 924
Paris Cedex 19.
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de publication
Y. CHEVET
imprimé par IPCC Paris
distribué par les NMPP
Commission Paritaire :
56 942

téléphonez au quotidien
208-65-61
de 9h à 17h

TÉLÉVISION

Mercredi soir sur TF1 :

«HISTOIRE DES GENS»

LA RÉVOLTE DES CAMISARDS

24 juillet 1702 : un prêtre catholique, l'Abbé du Chayla est tué à Pont de Mont-Vert par un groupe de protestants. C'est le début de la révolte des Camisards. Le temps était loin où par l'Édit de Nantes, Henri IV avait donné aux protestants la liberté d'exercer librement leur culte. Sous le règne de Louix XIV s'instaurent les persécutions systématiques, les fameuses «dragonnades» : le Languedoc protestant est livré aux soldats. La terreur provoque l'abjuration en masse des communautés languedociennes. Officiellement, «il n'y a plus de protestants» ; Louix XIV révoque l'Édit de Nantes en 1685. Mais le culte se poursuit dans la clandestinité ; la répression continue : les protestants sont arrêtés, envoyés aux galères, exilés ou exécutés. Dans les Cévennes, l'Abbé du Chayla se distingue par sa cruauté ; aussi est-il la première cible du soulèvement des protestants cévenols conduits par leurs «prophètes», Abraham Mazel, Elie Marion, d'autres encore, à la fois chefs religieux et chefs militaires. Pendant deux ans, les Camisards tiennent tête aux troupes royales, pourtant très supérieures en nombre.

Guerre de religion, donc : les Camisards n'ont pas de programme social. Mais aussi soulèvement populaire : ouvriers agricoles, artisans, propriétaires moyens que redoutent et méprisent les gentilshommes et les bourgeois protestants, tout comme les autorités catholiques.

> *POURQUOI LES APPELAIT-ON «CAMISARDS»*
>
> *Voici ce qu'en dit Abraham Mazel : «Je ne sais si c'est parce que nous donnions souvent la camisade (attaque de nuit) qu'on nous donna cet épithète, ou parce que d'ordinaire nous nous battions en chemise ou en camisole».*

Mais comment une poignée d'hommes (1 500) ont-ils pu résister pendant deux ans à 25 000 soldats plus entraînés et mieux équipés et remporter des succès importants, comme ce jour de décembre 1702, où soixante camisards mirent en déroute sept cents soldats ? Le terrain, certes, est propice aux embuscades ; mais les Camisards remportent aussi des victoires en rase campagne. Ce qui fait leur force, c'est le soutien actif du peuple. L'ennemi doit le reconnaitre : *«Leurs troupes se multiplient... Tout le pays se soulève, se joint à eux. On a beau les poursuivre : on n'a pas assez de monde à leur opposer. Comme ils savent mieux les chemins, qu'étant maîtres de la campagne, ils reçoivent de tous côtés des secours pour vivre, des avis pour se sauver, ils échappent toujours»*. D'autant plus que les Camisards sont organisés en petites unités, se regroupant et se dispersant aussi rapidement. Le tout s'appuyant sur une base solide d'hôpitaux et de magasins clandestins.

Confrontés à cette véritable guerre populaire, les généraux du roi ont recours à la politique qui consiste à enlever l'eau autour du poisson pour qu'il s'étouffe. La population est emprisonnée (les prisons ne suffisant pas, on utilise les hôpitaux), on dévaste et on incendie trente et une paroisses. En vain, la révolte ne fait que se déplacer.

Finalement la lassitude, l'absence de tout soutien extérieur pousseront certains chefs Camisards à se rendre. Ce sera la fin de la Révolte des Camisards.

Claude ANCHER

DOSSIER

Réforme de l'entreprise

RÉFORMES A LA CHAINE

par Richard FEUILLET

LE SYSTÈME DES SUGGESTIONS

SUDREAU: TENTER DE METTRE LA RICHESSE CRÉATRICE DES TRAVAILLEURS... AU SERVICE DU CAPITAL.

**Nous l'avons vu dans les précédents articles, les différentes réformes que le gouvernement cherche à introduire dans l'organisation du travail, avec notamment le rapport Sudreau, visent à enrayer un certain nombre d'aspirations de la classe ouvrière, à vivre autrement. Aspirations qui se concrétisent chaque jour dans nos luttes contre les cadences, contre le rendement... Nous l'avons vu, à travers une série de témoignages, derrière la démagogie des réformes, (travail à la carte, enrichissement des tâches...), ce qui apparait, c'est en fait une tentative pour accroitre les profits capitalistes, une tentative pour diviser les travailleurs sous prétexte de leur donner plus de «responsabilité», de les «intéresser à leur travail». C'est dans le cadre de ces réformes que s'inscrit la généralisation de «suggestions» préconisée par le rapport Sudreau. De quoi s'agit-il ? Sudreau s'explique : *«Actuellement, l'initiative se concentre entre quelques mains. Même les firmes moyennes n'échappent pas à la nécessité d'adopter une organisation complexe et de spécialiser les fonctions. Il en découle parmi le personnel, un malaise conscient ou diffus... L'exercice classique du commandement est rendu plus difficile par le refus croissant des salariés de s'identifier à l'entreprise, dès lors que celle-ci est perçue comme une organisation sur laquelle ils n'ont aucune prise».*

«Le travail est souvent organisé de telle façon... qu'il n'accorde qu'une place limitée à l'avis des salariés».

Alors, le rapport Sudreau propose ni plus ni moins de mettre l'immense capacité créatrice de la classe ouvrière... au service du capital ! Il fallait y penser !

Et cette nouvelle réforme consiste tout simplement à accorder aux travailleurs, dans l'usine «une large liberté d'expression», de «mieux considérer le travailleur de le respecter» et de l'encourager à proposer des... suggestions. Nous avons demandé à des travailleurs de Peugeot, où le système existe déjà, de vous en parler.

Peugeot: un travailleur témoigne

Un travailleur nous explique ce qu'il en est :

«Les suggestions en fin de compte, ce n'est pas très compliqué à expliquer. Il arrive souvent que sur ta machine, ou plus généralement dans le travail que tu fais, que des choses ne servent à rien, te compliquent ta tâche. Soit que tes outils sont mal placés et qu'il faut te déplacer pour les prendre, soit que tu fais des gestes de trop qui, répétés sur 8 ou 9 H, te fatiguent encore plus ; alors tout naturellement, tu proposes à ton chef des modifications.

C'est logique puisqu'au départ, ça te fait moins de travail ! Avec les «suggestions» non seulement, ça te fait moins de travail mais en plus on te paye pour faire ces améliorations, la joie quoi !»

Mais après que se passe-t-il ? Michel continue son témoignage :

«Ah ! C'est après justement ! Je vais te donner un exemple : nous, par exemple, quand on propose de supprimer une tâche, c'est pour avoir un peu de temps pour souffler ; si ce que tu proposes de supprimer te fait gagner 5 minutes dans l'heure ça te fait gagner 45 minutes dans la journée : c'est appréciable. Simplement pour le patron, il fait un calcul un peu différent «Voyons voir, il se dit, là je gagne 45 minutes, je vais donc filer à mes ouvriers du travail supplémentaire pour 45 minutes». Tu vois ! Il est pas con le patron ! Tu n'es pas plus payé et tu fais 10 % de plus de production !»

Reste la question de la prime qui est donnée à l'ouvrier.

«Tu touches une petite somme, c'est vrai, ça peut même aller jusqu'à 500 F ; mais avec ton travail qui augmente c'est vite bouffé ; plus que ça même !

Et puis les sommes que la direction distribuent ne sont que des gouttes d'eau dans la mer par rapport aux bénéfices qu'elle empoche avec ça.

Si elle arrive à filer 45 minutes de plus de boulot à des milliers d'ouvriers, tu vois ce que ça peut faire en 3-4 ans !

En plus, des fois, mais c'est rare, tu arrives à faire supprimer des emplois comme ça ! Là, on refuse, même s'il faut perdre 600 000 balles» !

C'est un système qui permet de diviser en plus ?

«Oui, ça permet surtout d'éviter les luttes sur les salaires ; pendant que le gars, il pense à ça, il ne pense à rien d'autre».

Michelin: un système qui ne date pas d'aujourd'hui.

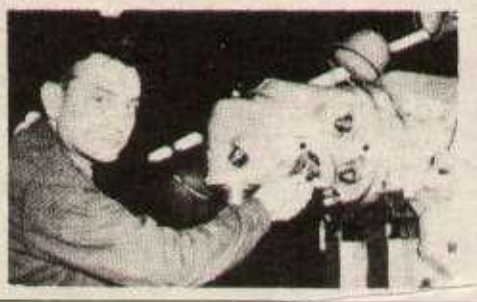
QU'EST-CE QU'UNE SUGGESTION ?

C'est un acte volontaire d'observation et d'intelligence qui montre que son auteur ne subit pas son travail, qu'il pense à progresser et à faire progresser l'usine en améliorant la sécurité, le travail, la qualité, en réalisant une économie, en supprimant un inconvénient...

Faire une suggestion c'est donc proposer une solution pour écarter un risque d'accident, supprimer un défaut ou un gaspillage, résoudre une difficulté.

M. Jean-Bernard [redacted] a suggéré de fixer une butée métallique le long de la table à rouleaux sur laquelle il scie des planches. Cela lui permet de guider correctement la coupe et de passer plusieurs planches à la fois. — Gratification : 58 F

M. Jean-[redacted] a suggéré de mettre des bouchons de protection sur les broches d'aiguillage de sa fraiseuse. Ainsi il évite que les copeaux ne pénètrent dans la tête universelle. — Gratification : 18 F



COMMENT FAIRE UNE SUGGESTION ?

Dans votre travail, posez-vous des questions simples, par exemple :

- comment rendre mon travail plus facile ?
- est-il indispensable de faire ce geste, cette manœuvre ?
- comment rendre mon travail plus efficace ?
- comment améliorer la sécurité de mon poste ?

Lorsque vous avez trouvé une solution, n'hésitez pas à en parler à votre chef. Pour faire connaître votre suggestion, demandez un imprimé spécial et indiquez l'objet de la suggestion, le but recherché et la solution proposée.

Depuis juin 1972, l'usine a un nouvel agent suggestion :
Il attend vos suggestions et rappelle que tout le monde à l'usine peut en faire.

le nouvel agent suggestions

Extraits d'une revue patronale de Michelin

Patrons, rassurez-vous !

« La mise en œuvre de toute faculté d'expression au sein d'une collectivité est toujours délicate, s'agissant de l'entreprise, les risques qu'elle comporte amènent certains (certains patrons veut dire Sudreau) *à la considérer comme inopportune.*

A leurs yeux, elle pourrait susciter des tensions entre le personnel et la hiérarchie et ouvrir la voie à des discussions désordonnées et même inutiles car génératrices d'illusions ».

Il n'en est rien, dit le rapport Sudreau : *« Pour réels qu'ils soient, les risques ne sont pas décisifs.*

Des expériences en cours dans les entreprises montrent que la liberté d'expression est ***parfaitement compatible avec l'exercice efficace de l'autorité hiérarchique.*** *Certes l'encadrement sera amené à repenser son rôle : impulsion et animation deviendront ses fonctions majeures. Il faut naturellement le préparer à exercer son autorité dans un esprit différent ».*

EN LISANT M. SUDREAU...

«Le travail n'est épanouissant que si celui qui l'exerce dispose d'initiatives et de responsabilités».

«Une véritable transformation des conditions de travail implique que soit reconnu le droit de chacun à s'exprimer sur son propre travail».

«La reconnaissance du droit à l'expression qui est proposée porte sur le vécu quotidien de chaque personne dans son travail et ne vise pas la défense d'intérêts collectifs».

«Au total, la procédure d'expression offre à l'entreprise les chances d'une organisation non seulement plus humaine, mais plus *efficace*».

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ATTEINTE AU DROIT DE GRÈVE ET AUX LIBERTÉS SYNDICALES

Revenant encore une fois sur ses propres engagements, la direction du Service procède à un recrutement individuel dans le cadre des nouvelles sociétés de Radio Télévision, recrutement qui consiste à affecter certains agents aux postes qui seront proposés dans le plan. Le SURT-CFDT qui mène la lutte dans le Service depuis bientôt 8 mois, dénonce ces recrutements individuels dont le but est de diviser le personnel en recrutant les *bons éléments* non grévistes actifs.

Il s'agit là d'une atteinte délibérée au droit de grève et aux libertés syndicales dans les services du Premier Ministre.

Le SURT-CFDT affirme que ce n'est pas la première fois que la direction de ce service porte atteinte aux libertés syndicales.

Déjà au mois d'Octobre 1975 la direction avait tenté de licencier le responsable syndical. Menaces, pressions de toutes sortes, organisation parallèle de non grévistes pour briser les grèves, utilisation de la médecine du travail pour tenter -encore une fois en vain- de licencier des personnels.

Centre anticancéreux de Villejuif

Les travailleurs du centre anticancéreux de Villejuif rentrent aujourd'hui dans leur 4e semaine de grève. Mardi, pour faire connaitre leurs revendications, ils ont bloqué la circulation de la porte d'Italie jusqu'à Villejuif. Hier, les travailleurs, continuant sur leur lancée, manifestaient puissamment dans les rues de Villejuif. En avant pour la satisfaction des revendications !

Béghin Say à Corbehem

Les 2500 travailleurs de l'usine Béghin Say, à Corbehem, dans le département du Pas de Calais sont en grève avec occupation depuis un mois (le 8 mars). Ils ripostent ainsi à la décision de la direction de procéder à 51 licenciements, sous forme déguisée, à savoir des départs en retraite anticipée, ainsi qu'à la menace de 1200 licenciements. De plus, pour les autres travailleurs, cela signifierait une hausse des cadences, et des charges de travail (aucun poste de travail n'est supprimé). En outre la direction envisage parallèlement de supprimer tout un tas d'avantages acquis et de primes. Mais les plans de la direction vont encore plus loin, puisqu'elle envisage 500 licenciements d'ici 2 ans. Les travailleurs, leur lutte le montre, ne sont pas décidés à se laisser faire. Ils gagneront !

DEBAT

QUESTIONS SUR LES LUTTES

INTERVIEW DE ROBERT VIEILLARD

RESPONSABLE CFDT DE BOURGOGNE ELECTRONIQUE

Recueillie par Gérard PRIVAT.

Nous publions aujourd'hui l'interview (réalisée il y a une semaine) de Robert Vieillard, secrétaire de la métaliurgie CFDT de Dijon et l'un des responsables CFDT de Bourgogne Electronique, actuellement en grève avec occupation.

Nous poursuivons ainsi le débat engagé notamment avec l'interview d'Eugène Simon, secrétaire CFDT à Réhault (Fougères). Dans la mesure où ils sont représentatifs d'un courant de militants, actifs dans les luttes, et qui cherchent un débouché politique autre que celui proposé par la gauche, il nous semble intéressant, même si nous ne sommes pas forcément d'accord avec l'ensemble de leur point de vue, de publier l'opinion de ces syndicalistes dans les colonnes du Quotidien du Peuple sous forme de contribution au débat sur les questions politiques qui se posent aujourd'hui à la classe ouvrière.

G. P.

Quotidien du Peuple : Il y a un an ou six mois, les salaires étaient aussi bas et les conditions de travail aussi lamentables. Pourquoi les travailleurs de Bourgogne Electronique engagent-ils la lutte maintenant ?

Robert Vieillard : Il y a d'abord le poids des luttes qui n'ont pas abouti comme celles de 73. Un autre problème ici, c'est une boite de femmes. Je pense que la condition qui leur est faite dans cette société rend leur prise de conscience plus difficile. Il y a par exemple tout le poids de l'embrigadement par la maîtrise. Jusqu'à maintenant, 95 % des agents de maîtrise n'assuraient que des fonctions de garde-chiourmes.

En positif, il y a le travail d'explication que les militants ont fait depuis des années. Il y a enfin, la proposition qu'on a fait en Assemblée Générale de bloquer tout. Beaucoup qui avaient fait les trois semaines de grève en 73 nous ont longtemps reproché de ne pas l'avoir fait à ce moment-là. Tout cela, je crois, aboutit au fait positif que de nombreux travailleurs prennent une part active à la grève. Pas la totalité, c'est vrai, mais par rapport à ce qu'on a connu, c'est un pas important.

Combattre la crise

QdP : Quels sont les problèmes qui se posent aujourd'hui à la lutte pour être victorieuse ?

R.V. : Pour les travailleurs qui ne participent pas beaucoup à la grève, je crois qu'il ne faut pas leur en imputer la responsabilité. Il faut voir que c'est tout nouveau pour eux. On ne change pas les choses du jour au lendemain. Je crois que la responsabilité incombe plus aux militants qui ne font pas leur boulot. Il y en a aussi chez nous, mais dans l'ensemble, compte tenu du travail que fait la section CFDT et des structures démocratiques de la grève, même si nos camarades de la CGT voulaient bloquer les affaires à un moment donné, ce ne serait guère possible pour eux. S'il fallait arriver à des débats contradictoires, on y arrivera et de toutes façons, ce seront les travailleurs qui trancheront.

QdP : Quel poids peuvent avoir encore les arguments des patrons sur la crise ?

R.V. : Depuis un an, on dit aux travailleurs qu'il ne faut pas être démagogue, il faut se serrer la ceinture parce qu'il y a la crise, le chômage... Personnellement, il y a encore un mois, je pensais que revendiquer 400 F, ça ne passerait pas au niveau des travailleurs. Et puis, petit à petit, à force d'explications, de discussions, on arrive aujourd'hui à la situation où les gens se sont emparés de cette revendication.

Ce sont les luttes qui feront avancer les revendications

QdP : Que penses-tu du renouveau actuel des luttes en France ?

Vers où cette combativité s'oriente-t-elle ? Vers un mouvement de grande ampleur comme mai 68 ?

R.V. : Je ne pense pas qu'on aille vers un mouvement de ce type. C'est vrai que 15 jours avant mai 68, on pensait tous qu'il n'y avait rien à faire, qu'on ne sortirait pas les travailleurs des usines et puis on a réalisé ensuite, en prenant «le train en marche» qu'on s'était trompé. Mais quand même, je crois qu'aujourd'hui on ne s'oriente pas vers la même chose pour la simple raison que pour l'instant, il n'y a pas, à mon avis, volonté de la part des organisations syndicales de globaliser les actions. L'exemple de la grève des cheminots nous l'a montré clairement. Je pense qu'il y aura des luttes dispersées qui seront effectivement des luttes dures.

QdP : Mais la question se pose tout de même de savoir si dans la situation actuelle, la classe ouvrière peut arracher ses revendications usine par usine.

R.V. : Que nous, nous souhaitions un mouvement de grande ampleur c'est sûr, mais de là à le réaliser, c'est autre chose. Il y a je pense, la situation politique où certains attendent tout des élections. Je crois que c'est une grosse erreur. Pour nous, c'est clair, il faut bien faire comprendre aux travailleurs que des élections, à quelque niveau qu'elles se situent, ils ne doivent pas

en attendre tout, bien au contraire, et que c'est leurs luttes dans les usines qui feront avancer leurs revendications.

QdP : La bourgeoisie a massivement recours à la répression contre les luttes des travailleurs depuis un certain temps. Comment la question se pose-t-elle à B.E. ?

R.V. : Dans l'immédiat, il me semble que la direction ne va pas faire appel aux forces de police. Je pense qu'elle va d'abord utiliser les cadres ou des groupes d'extrême-droite pour tenter d'enfoncer le piquet de grève. Pour l'instant, il n'est pas question de laisser rentrer les cadres. La majorité des travailleurs qui sont ici ne les laisseront pas passer. Par rapport aux flics, je ne sais pas ce que serait la réaction des travailleurs. Quel type d'action on pourrait faire dans ce cas, on ne l'a pas envisagé jusqu'à maintenant, c'est peut-être un tort. Il se poserait sûrement le problème d'une riposte sur la région et là, çà pose la question du relais des structures.

La garantie c'est que ce soient les travailleurs qui tranchent

QdP : Comment conçois-tu l'unité syndicale ?

R.V. : Pour l'instant, il n'y a pas de problème ouvert dans la grève. Pour être honnête, on a aussi des choses à se reprocher, des erreurs à notre actif. On a connu c'est vrai, des difficultés assez graves avec la CGT jusqu'avant la grève. Nous, ce qu'on recherche d'abord, c'est que les divergences qu'on peut avoir, ne soient pas préjudiciables à la lutte. Nous, on se place surtout du point de vue de l'efficacité pour l'action, ce qui n'exclut pas que s'il est nécessaire d'avoir un débat public à un moment donné, nous ne reculerons pas devant.

Au niveau des confédérations, il me semble que l'on devrait pouvoir aboutir à une unité organique que d'ailleurs tous les travailleurs réclament. Je pense, et je ne suis pas le seul sur le secteur, que l'unité ne doit pas être une unité de structures. Il n'y a que par l'unité partant de la base et sur des perspectives claires, telles que les travailleurs les réclament, que l'on pourra réaliser une unité syndicale réelle et durable. La garantie dans tout cela, répétons-le, c'est que ce soient les travailleurs qui tranchent.

QdP : Au meeting de mardi dernier, plusieurs propositions de débouchés politiques étaient faites aux travailleurs. Qu'en penses-tu ?

R.V. : Oui, le représentant de la CGT a parlé du Programme Commun et le permanent de chez nous de la société socialiste autogestionnaire. Je pense que cette société socialiste, c'est pas tout-à-fait pour demain. Dire que les luttes revendicatives doivent avoir un débouché politique, c'est sûr, mais quel débouché ? Si on prend mai 68, c'est bien ce qui a manqué. La majorité des travailleurs ont été déçus par le résultat. C'est bien le relais politique qui a manqué à ce moment.

Pas plus le PS que le PC ne répondent aux aspirations des travailleurs. Pour le PS on a vu au congrès de Pau, sa manière d'agir par rapport aux minorités comme le CERES par exemple. Je pense qu'en tout état de cause, le débouché politique doit partir des luttes des travailleurs, de leurs aspirations.

La responsabilité des «partis de gauche»

QdP : L'orateur de la CGT disait au cours du meeting que la victoire du candidat PS aux cantonales était le résultat du mécontentement des travailleurs et particulièrement de ceux de B.E. En somme, il affirmait que le débouché politique à la lutte de B.E, c'était les élections cantonales. Qu'en penses-tu ?

R.V. : En 73, un journaliste m'avait posé une question : «Croyez-vous que si la gauche était passée aux élections et avait nationalisé B.E., vous seriez en grève aujourd'hui ?». J'ai répondu que pour moi, c'était clair : nationalisés ou pas, on aurait eu les mêmes problèmes. Programme Commun ou pas, il y aura toujours les luttes des travailleurs.

Que le mécontentement des gars se traduise dans les cantonales, je pense qu'il y a une part de vérité, mais, des conseillers généraux de gauche ici, qu'est-ce que ça change par rapport à l'action qu'on mène en ce moment ? Absolument rien !

QdP : Que penses-tu de l'idée selon laquelle «si la politique se mêle de nos luttes, ça va créer des divisions et finalement risquer de faire échouer les grèves» ?

R.V. : Tout dépend de ce qu'on met derrière «politique». S'il l'on entend par là les magouilles à tous les niveaux, de gauche comme de droite, il me semble intéressant que les travailleurs les rejettent. Le drame c'est que ces magouilles font que les travailleurs rejettent en fait le débouché politique. Entendre dire que l'on se bat pour 400 F et pas pour la politique, c'est grave et c'est même impensable. A B.E. c'est sûr, les travailleurs disent : «c'est notre lutte, pas celle des partis politiques». C'est, je crois, un réflexe positif contre la récupération, mais c'est dangereux. Les partis de gauche en portent la lourde responsabilité.

QdP : Que penses-tu de la campagne lancée pour «les Assises du socialisme» ?

R.V. : J'ai été l'un des signataires de l'appel. Au départ, telles que les affaires nous étaient présentées, j'ai pensé que le but était de faire effectivement une troisième force pour contre-balancer le PC et le PS. Au bout de quelques réunions, je me suis aperçu que c'était une magouille du PS et j'ai vite «retiré mes billes».

TELEVISION

MERCREDI SUR FR3

«LES OISEAUX», un film d'Alfred Hitchcock

Avec sa plage, ses villas blanches sur les dunes, Bodega Bay est vraiment l'endroit paisible et charmant, un cadre parfait pour une idylle sentimentale. Car le célèbre film d'Hitchcock, «Les Oiseaux», commence comme n'importe quel film d'amour à l'eau de rose : par le coup de foudre de la jeune et riche Mélanie pour Mitch, séduisant avocat. Mais, très vite des signes étranges vont apparaître, créant un certain malaise chez le spectateur : Mélanie est attaquée par une mouette lors d'une promenade en bateau, un voisin de Mitch est retrouvé mort, lacéré d'une bien étrange manière...

Tout «l'art» d'Hitchcock repose précisément dans cette façon d'amener l'angoisse par petites touches discrètes qui sont autant d'indices pour nous conduire vers l'horreur finale. En effet, c'est bientôt l'école, puis la ville entière et la maison de Mitch qui sont attaquées par des oiseaux déchaînés. Pour nous prendre dans ses filets, l'auteur alterne scènes de tension et scènes de détente, ce qui finit par créer une sorte d'angoisse permanente pour le spectateur qui se demande quand, et sous quelle forme, va surgir le danger.

Une séquence est particulièrement caractéristique. C'est celle où Mélanie va attendre la jeune sœur de Mitch à la sortie de l'école.

Pour patienter elle s'assied sur un banc qui tourne le dos à un portique sur lequel est perché un malheureux corbeau, fume une cigarette, rêvasse. Ce n'est qu'à la fin de cette séquence, quand la caméra s'éloigne du visage de Mélanie que nous découvrons subitement que le portique s'est couvert de corbeaux menaçants qui se préparent à attaquer les enfants...

Hitchcock s'est toujours défendu d'avoir voulu délivrer un «message» dans son film. En effet, «Les Oiseaux», c'est d'abord une histoire racontée de manière extrêmement prenante, une sorte de «chef-d'œuvre» du film de divertissement. Le succès de ce genre de film repose sur l'aspiration de la majorité des spectateurs à la détente, pour oublier, pendant la durée du spectacle, la tristesse et la monotonie de la vie quotidienne, la dureté des conditions d'existence. Hitchcock s'appuie sur cette aspiration légitime, et sur son savoir-faire de cinéaste, pour imposer une certaine vision du monde. Un monde sans contradictions de classe, d'abord : tous les personnages du film sont très peu situés socialement, le travail est complètement absent (Mélanie est présentée comme une oisive). Un monde menaçant, également : l'étrange hostilité des oiseaux envers l'homme n'est jamais expliquée et paraît défier toute analyse scientifique. Un monde où seul compte l'individualisme, enfin : à aucun moment, la solidarité ne s'organise dans le village ; seul le groupe constitué par Mitch et sa famille et Mélanie reste cohérent et se retranche dans la maison.

Utilisant les truquages avec une efficacité remarquable, le film est un peu le précurseur du cinéma-catastrophe. C'est qu'il est, bien avant les «Dents de la Mer», le reflet d'un certain désarroi de la société américaine qui sent monter autour d'elle, de manière obscure, les forces qui mettront fin à sa domination.

J.P. BOULOGNE

Programme

JEUDI 8 AVRIL

TF 1

18 h 15 - A la bonne heure
18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Alors, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Baretta
21 h 20 - L'événement : magazine
22 h 20 - Allons au cinéma
22 h 50 - Journal

A 2

18 h 40 - Le palmarès des enfants
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 30 - l'arbre de Noël, film de Terence Young (1969)
22 h 10 - Juke box : Deep Purple
23 h 10 - Journal

FR 3

18 h 45 - Pour les jeunes
19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de 20 heures
20 h 30 - Fureur sur la plage, film de Harvey Hart (1968)
22 h 15 - Journal

BLOC-NOTES

Une modification en matière prud'homale

Une modification intéressante en matière de Conseils de Prud'hommes est entrée en application au 1er janvier 1976. Elle concerne le problème de la *compétence en premier et dernier ressort* du Conseil.

Jusqu'à présent si *le total* des sommes demandées par l'ouvrier à son patron était *inférieur à 3 500 F*, le Conseil décidait en dernier ressort. C'est-à-dire qu'on ne pouvait pas faire appel de sa décision, mais seulement se pourvoir en cassation, ce qui est plus difficile, plus long.

Le scénario était en général le suivant : le patron savait que la décision en Conseil des Prud'hommes risquait de lui être défavorable, plus défavorable en tout cas que celle d'une Cour d'Appel, surtout avec certaines Cours d'Appel qui sont particulièrement réactionnaires. Il se désintéressait donc totalement de ce qui se passait en Prud'hommes et réservait ses efforts et son argent pour la Cour d'Appel où il payait de bons avocats qui souvent lui obtenaient un jugement bien «meilleur», à ses yeux, qu'en Prud'hommes.

Aussi était-il souvent préférable pour le travailleur de modérer le chiffre de sa demande, pour le maintenir en-dessous de 3 500 F. En ce cas, le patron ne pouvait pas faire appel et bien souvent, il préférait laisser le travailleur bénéficier du jugement des Prud'hommes plutôt que de s'aventurer en cassation. Mais c'était amener le travailleur à un «choix» dans lequel il était de toute façon perdant : demander moins pour être plus sûr de sa victoire ou demander plus et s'exposer à un procès plus long et qui en définitive ne lui rapporterait pas forcément plus.

La modification intervenue consiste à dire que les Prud'hommes sont *compétents en dernier ressort quand la demande la plus importante ne dépasse pas 3 500 F*. C'est-à-dire que *le total des demandes* (par exemple : rappel de salaires non payés, rappel de primes non-payées, indemnité de licenciement) *peut dépasser 3 500 F*, mais qu'aucune des demandes particulières ne peut dépasser 3 500 F. L'intérêt pour le travailleur est qu'il pourra demander plus qu'auparavant sans courir le risque d'un appel patronal. Bien entendu, *il est toujours libre de faire une demande supérieure à 3 500 F*, mais s'il le fait, l'appel redevient possible. C'est là qu'on touche les limites de cette modification.

Tout d'abord, la *tactique patronale tend à se remodifier*, avec les réformes de procédure, il est possible d'obtenir *l'exécution provisoire* d'un jugement. En tout cas, le salarié a toujours intérêt à la demander. Dans ce cas, l'appel perd de son intérêt aux yeux des patrons : une des caractéristiques de l'appel est en effet qu'il suspend l'exécution du jugement. Les patrons tendent donc à accorder plus d'intérêt au jugement en Prud'hommes. Cette modification de tactique se fait de façon inégale suivant les régions.

Une seconde limite est qu'avec la réforme du licenciement en 1973, les demandes peuvent être beaucoup plus fortes. Par exemple, l'indemnité de non-réintégration est de 6 mois de salaire au minimum. Soit un salaire de 1.700 F : la demande sera de 10.200 F et donc dépassera largement le plafond. On voit donc que la bourgeoisie dispose de larges portes de sortie.

feuilleton

ETOILE ROUGE SUR LA CHINE

AUX ÉDITIONS STOCK

d'Edgar SNOW

RÉSUMÉ :

Le Kouomintang espère tirer profit de l'accord conclu avec le PCC. Mais en Chine, les contradictions de classes s'aiguisent...

64e ÉPISODE
LES TROIS «GARANTIES»

UNE SOLUTION DE SURVIE

La seule réalisation de la paix intérieure exigeait, si cette paix devait durer, que Nankin se fit le foyer d'une plus large représentation des stratifications sociales. Ceci ne signifiait pas qu'il y eût la moindre chance que le Kouomintang signât tranquillement son propre ordre de décès en mettant véritablement en œuvre la démocratie bourgeoise et en laissant le Parti communiste rivaliser avec lui dans une campagne électorale publique (car il était vraisemblable que le seul vote paysan donnerait aux communistes une majorité écrasante), bien que ce fût ce que les communistes et les autres partis réclamaient et ce pour quoi ils continueraient à militer. Mais cela signifiait en revanche que la minuscule minorité qui accaparait l'économie de l'Etat et les pouvoirs de police serait tenue de reconnaître dans une certaine mesure les exigences de la majorité. La concession accordant la représentation des soviets au Congrès national en était une indication. Et plus Nankin tendait à représenter des intérêts de classe différents à travers le pays - plus il s'approchait de la réalisation de la démocratie - plus il était forcé de rechercher une solution de survie par la résistance aux exigences croissantes du Japon.

LES GARANTIES

Les garanties d'une influence communiste accrue, l'assurance qu'il n'y aurait plus à l'avenir de «campagne d'annihilation» étaient conséquemment regardées par les communistes comme inhérentes au système organique de rapports économiques, sociaux et politiques du pays - précisément les formations mêmes qui avaient provoqué la situation présente. C'était avant tout une vaste revendication populaire dans les masses armées comme dans les masses non armées pour le maintien de la paix intérieure, pour une amélioration des conditions d'existence, pour la démocratie et pour l'indépendance nationale. En second lieu, les «garanties» du Parti communiste résidaient dans le leadership qu'il pouvait continuer à donner au mouvement en faveur de ces revendications dans tout le pays, et dans la vraie force combattante, militaire et politique du Parti communiste. Troisièmement, elles résidaient dans la décennie d'expérience politique du peuple chinois, laquelle avait rendu manifeste la nécessité historique d'une sublimation momentanée des désaccords de classe dans la lutte commune contre l'impérialisme.

NOUVELLE POLITIQUE DU JAPON ?

Au printemps de 1937, le relâchement temporaire de la pression japonaise sur Nankin, l'arrêt de l'invasion de la Mongolie intérieure, l'ouverture de conversations anglo-japonaises pour une «coopération en Chine» et l'espoir du gouvernement britannique de provoquer un accord sino-japonais et une «paix fondamentale» en Extrême-Orient ont incité certaines personnes à se demander si l'estimation communiste de la situation politique n'était pas erronée. N'était-ce pas un jeu téméraire d'axer une stratégie sur l'inévitabilité d'une proche guerre sino-japonaise ? Maintenant, raisonnait-on, que la paix intérieure était assurée, maintenant que les Rouges avaient arrêté leurs tentatives de renverser le Kouomintang, le Japon tournait vraiment vers Nankin un visage conciliant. Les impérialistes nippons se rendaient compte qu'ils avaient poussé la bourgeoisie chinoise trop loin sur la voie de la reddition à la réaction fasciste, d'où il résultait que le duel interne de la Chine se dénouait en une haine universelle du Japon. Ils voyaient maintenant la sagesse de mettre en œuvre une nouvelle politique, amicale celle-là, à l'égard de la bourgeoisie chinoise, afin de rendre la liberté aux antagonismes internes.

(à suivre)

le quotidien du peuple

DJIBOUTI : UN PEUPLE CONTRE LA BASE MILITAIRE FRANÇAISE (10)

De notre envoyé spécial J.P. GAY

QUELLE LUTTE MENER ? Ceux qui parlent de lutte armée...

FLCS = MYTHE OU RÉALITÉ ?

A l'occasion de l'enlèvement du car des enfants de militaires de la base aérienne, début février, les autorités françaises lançaient une vaste campagne sur le thème : le FLCS («Front de Libération de la Côte des Somalis»), qui en est l'auteur, n'est qu'un instrument du gouvernement somalien. Le but était évident : faire oublier l'oppression coloniale française, tout en ramenant le problème de Djibouti à un conflit entre la France et la Somalie. En fait, quelle est la réalité du FLCS ?

LES FONDATEURS

La création du FLCS n'a pas pour origine une décision du gouvernemnet somalien mais, la volonté de lutte du peuple de Djibouti. Au lendemain du référendum de 1958, destiné à perpétuer la domination française sur les vieilles colonies, le mécontentement grandit à Djibouti. Les troupes d'occupation répondent par l'emprisonnement et l'exécution des dirigeants du parti de l'Union Républicaine, qui réclament l'indépendance. Des militants qui ont pu échapper à la vague de répression, choisissent alors la voie de la lutte armée pour libérer Djibouti.

Mahmoud Harbi Farah, mort en 1960 dans un attentat des colonialistes.

Parmi eux Mahmoud Harbi, écarté par la France du «Conseil de gouvernement», après avoir appelé à voter «non» au référendum. Lorsqu'il mourra, en octobre 60, à l'âge de 39 ans, victime d'un attentat, avec 12 patriotes algériens, alors qu'ils se rendaient au Caire, Mahmoud Harbi a eu le temps de jeter les bases du FLCS, qui sera créé officiellement en 1963.

COUPÉ DE L'INTÉRIEUR

Mais, le FLCS, créé la même année que le Parti Africain pour l'Indépendance de Guinée et du Cap Vert (PAIGC), va se révéler incapable d'une action efficace.

A Mogadiscio, dès 63, les autorités somaliennes vont non pas faire du FLCS leur instrument pour lancer des opérations à Djibouti, mais se déclarer hostiles à tout développement de son activité, en optant pour une politique de collaboration avec la France. Ainsi, des militants qui faisaient passer des armes dans des boutres d'Aden en Somalie, seront emprisonnés en arrivant à destination.

Aux dires des patriotes que nous avons rencontrés, depuis un an, le régime somalien a commencé à modifier sa politique dans ce domaine.

Si les responsables officiels du FLCS vont être ramenés à un rôle de figurants, c'est avant tout parce qu'ils sont coupés de l'intérieur où ils ne développèrent pas le travail en s'appuyant sur les masses. Pourtant les conditions étaient favorables à l'action, vu l'ampleur des luttes populaires menées dans la période postérieure à la création du FLCS. Au contraire, ses responsables se tiennent à l'écart de ces luttes.

DES ACTIONS SPORADIQUES

Cette inaction du FLCS va amener de jeunes nationalistes, qui en ont assez de l'inefficacité du Front, à déclencher des actions, aussitôt revendiquées dans la capitale somalienne, sans que la direction officielle y soit pour quelque chose. Ce sera le cas pour l'attentat du «Palmier en zinc». Le cas cas aussi pour l'enlèvement de l'ambassadeur de France à Mogadiscio en mars 1975, puis pour l'enlèvement du car à Loyada.

POUR UN VÉRITABLE FRONT

Aujourd'hui, des militants envisagent une lutte armée qui mobiliserait les masses, en construisant un véritable Front intérieur :

«Le Front est en train de se reconstruire. C'est en fonction du travail qui sera fait ici, à Djibouti, que le Front pourra devenir un véritable front de libération. Les dirigeants étaient embourgeoisés, il faut bouleverser toutes les structures. L'organisation clandestine qui se met en place, ça peut s'appeler FLCS mais, ça ne sera pas comme le FLCS actuel».

Certains militants réclament le tenue d'un Congrès du FLCS à très bref délai *«pour désigner une direction représentstive de l'intérieur»* car, *«la représentation à Mogadiscio ne représente pas l'organisation intérieure. Le Congrès de l'an dernier n'était qu'un simulacre de Congrès».*

Ces préoccupations semblent partagées par des membres du FLCS, en Somalie même. C'est du moins ce qui ressort des propos d'Omar Osman que nous avons interviewé.

Interview d'Omar Osman à Mogadiscio

A Mogadiscio, nous avons rencontré Omar Osman, un des dirigeants du FLCS, dans la capitale somalienne.

Omar Osman a été emprisonné durant sept ans et demi en France, à Paris, puis à Toulouse, à la suite des manifestations pour l'Indépendance qui avaient marqué le passage de de Gaulle en août 66. Il a été libéré seulement en mars 75 avec un autre militant nationaliste, en échange de l'ambassadeur en France à Mogadiscio, enlevé dans cette ville le 23 mars par un commando, l'action étant revendiquée par le FLCS.

***QdP :* Quel bilan tirez-vous de l'action de Loyada ?**

Omar Osman : Dans les derniers temps, nous avons assisté au redoublement de la répression contre la population de Djibouti. L'action de Loyada était une riposte à cette répression, aux rafles quotidiennes, aux tortures. L'action a eu lieu au lendemain du ratissage de Balbella, bidonville misérable baptisé «chiffonville» et où 10 000 personnes ont été éparpillées, leurs baraques brûlées et rasées au bulldozer, un enfant est mort dans une baraque que les militaires étaient trop pressés de détruire.

Au cours de l'action, nous n'avons pas pris n'importe quel car : celui d'enfants de militaires de la base aérienne. Le FLCS ne voulait que faire pression sur les autorités locales et attirer l'attention de l'opinion publique française et mondiale sur la gravité de la situation dans le territoire. Il n'avait nulle intention de tuer des enfants qui eurent été relâchés sains et saufs, si le gouvernement n'avait pas brusquement ouvert le feu sur l'autocar. Ce sont les autorités françaises qui ont attaqué alors que les négociations étaient en cours, et qui, prétendant sauver les enfants, les ont en fait massacrés, tuant un des membres du commando, des négocisteurs ainsi que des policiers somalis, et envahissant le village frontalier de Loyada.

Le FLCS demandait notamment la libération de 10 militants emprisonnés et la remise des armes saisies à Djibouti : deux conditions essentielles, surtout la première.

***QdP :* Comment voyez-vous l'avenir immédiat ?**

Omar Osman : Compte-tenu des développements de la situation, il y a deux voies possibles : après Loyada, ou le gouvernement français accepte l'indépendance réelle, ou il refuse et c'est une guerre, et c'est plutôt ça qu'il nous faut envisager. C'est une chose à laquelle nous avons réfléchi. Nous envisageons le développement d'une guerre populaire.

***QdP :* Quelle sera l'attitude de la LPAI, à votre avis ?**

Omar Osman : Le gouvernement français, pour tromper, peut faire semblant de vouloir lâcher Aref en échange de concessions. Vous savez : il y a trois partis : Aref, le FLCS à l'autre extrême, et la LPAI au milieu. Pour nous prendre de court, la France a compris qu'il faut négocier avec la LPAI. Sa tactique c'est briser l'unité populaire en divisant les dirigeants.

Les dirigeants de la LPAI ont toujours été près du colonialisme. Si Gouled s'enfonce trop du côté d'Aref, il y aura une division et il peut y avoir de l'autre côté le peuple et Dini. Ça peut retarder la lutte mais, en même temps, ça peut clarifier les choses.

***QdP :* Quels sont les rapports entre la LPAI et le FLCS ?**

Omar Osman : Ce sont deux organisations distinctes. mais, elles ont une action complémentaire, ce qui n'est pas une division des tâches.

Nous avons voulu que la LPAI continue son action légale, pour démontrer que les possibilités légales sont épuisées.

Nous avons des cellules à l'intérieur de Djibouti. Nous n'avons pas voulu créer un autre parti, en dehors de la LPAI, pour éviter la division, bien qu'il y ait besoin d'un parti d'avant-garde. Nous avons donc décidé de soutenir la LPAI. Mais, le FLCS n'est pas le bras armé de la LPAI...

Nous allons tenir un Congrès extraordinaire, dans les mois qui viennent, afin de mettre en place une nouvelle direction et discuter de la tactique et de la stratégie dans une période décisive, nouvelle. Les forces armées, les cellules de l'intérieur, les lycéens, les organisations de masse (femmes, jeunes de Djibouti, LPAI) enverront des représentants.

Abdourahman Djama Andoléh. Un militant nationaliste et un syndicaliste. Assassiné par la gendarmerie française : organes génitaux et langue arrachés, yeux crevés

QdP : A quel titre la LPAI y participera-t-elle ?

Omar Osman : Comme observateur ou comme membre à part entière, la question n'est pas encore tranchée.

***QdP :* Quels sont vos rapports avec la République de Somalie ?**

Omar Osman : Il y a eu deux périodes de la part de la République de Somalie. Ni l'une ni l'autre n'ont favorisé l'action armée du FLCS.

La première période : avant la révolution du 21 octobre 69, le gouvernement somalien a étouffé l'activité de tous les mouvements des territoires somaliens sous domination étrangère.

La révolution de 69 a inauguré une nouvelle politique axée essentiellement sur Djibouti et qui consistait à établir de bonnes relations entre la France et la République de Somalie, pour obtenir la reconnaissance pacifique de l'indépendance de Djibouti. Cette position a duré jusqu'en mars 75. Mais, c'était une politique vaine car la France n'a fait aucune ouverture, et cette politique nous tenait au second plan, derrière les tractations diplomatiques des deux pays. La République de Somalie a une certaine influence car le FLCS a son siège sur son territoire et que la Somalie, selon la charte de l'OUA, doit apporter une aide matérielle, morale et un soutien logistique au FLCS.

Pour déclencher la lutte, il faut aussi un ensemble de facteurs régionaux, internationaux. Au moment de l'enlèvement de l'ambassadeur, nous avons commencé à bénéficier de facteurs favorables : au bout de cinq ans de sa politique bienveillante à l'égard de la puissance française, la République de Somalie n'a rien obtenu : en Ethiopie, Hallé Sélassié est renversé et à Djibouti, depuis 67, la prise de conscience des masses pour l'indépendance s'est beaucoup renforcée.

***QdP :* Le gouvernement somalien est-il d'accord pour soutenir une guerre populaire à Djibouti ?**

Omar Osman : Le gouvernement somalien est favorable à une indépendance totale et inconditionnelle de Djibouti.

***QdP* Certains observateurs estiment que la France, une fois partie, Djibouti risque de tomber sous la coupe d'une autre puissance, par exemple l'URSS ?**

Omar Osman : Nous n'avons pas l'intention de remplacer un maître par un autre. Mais, Djibouti indépendant aura bien le droit de nouer des relations avec qui il veut.

Omar Osman ajoute : «Je voudrais que l'opinion française comprenne quel est le jeu du gouvernement colonial français qui veut nous imposer une apparence d'indépendance... Il faut que l'opinion française sache que le FLCS ne peut accepter cela et qu'il y aura une lutte par tous les moyens. La situation peut devenir plus grave. Le peuple n'a pas peur de s'engager dans une guerre. Et les éléments d'avant-garde sont prêts à donner leur vie pour l'indépendance et la liberté. »

AU NOM DU FLCS...

Des militants nationalistes sont emprisonnés, expulsés, torturés pour «appartenance» ou soutien au FLCS. Le FLCS est devenu pour les forces coloniales, un prétexte, pour faire la chasse aux patriotes. Idriss Omar Guil, membre du comité directeur de la LPAI, enfermé en même temps que Ahmed Dini à la prison de Gabode, et accusé de transport d'armes pour le FLCS, n'était toujours pas relâché ces derniers jours.

Cette répression «anti-FLCS», s'ajoutant aux quelques actions de commandos menacés en son nom, ont fait que, malgré la faiblesse de l'activité passée du Front, le sigle FLCS symbolise la lutte contre le colon par les moyens les plus radicaux.

Aujourd'hui, pour nombre de jeunes de Djibouti, soutenir le FLCS, ça veut dire rejeter tout compromis avec la puissance coloniale. Certains agissent déjà dans l'ombre pour que le symbole devienne réalité, bien que comme nous les notions hier, les contours, de ce que peut être une lutte armée à Djibouti, restent imprécis. Il y a encore un programme révolutionnaire, une stratégie, à définir.